

UN DEMI-SIÈCLE DE GLISSEMENT À DROITE¹

I. «*Pas d'ennemis à gauche*» - LÉON BOURGEOIS

Une des formules les plus généralement admises par les interprètes et les exégètes de la politique française a été celle d'un progrès vers la gauche, progrès plus ou moins continu, inscrit dans des pages d'histoire où les fastes de la Grande Révolution ouvraient toute une perspective de révolutions et de réformes amenant le pays à des attitudes et à des institutions toujours plus démocratiques, et où chaque pas en arrière serait recompensé par deux pas en avant... au moins à longue échéance. C'était une version eschatologique de l'histoire (une de plus) qui ne mettait pas en doute la réalisation inéluctable des grands rêves humanitaires et libéraux du dix-neuvième siècle, incarnés dans une gauche sans cesse renouvelée mais consistante dans son réformisme, son progressisme, son radicalisme et sa conscience d'un triomphe éventuel. La gauche devait vaincre selon cette doctrine et elle allait vaincre parce qu'elle était dans la ligne de l'histoire, mais aussi parce qu'elle était le parti du peuple, c'est-à-dire de la majorité, et qu'elle détenait ainsi non seulement la force morale mais aussi la force numérique.

Dans la perspective des dernières années, on a le droit de se demander si le temps n'est pas venu pour une réinterprétation. Il m'a semblé qu'on pouvait re-présenter l'histoire de la politique française depuis le début de la Troisième République en général et depuis le début du vingtième siècle en particulier, d'une façon qui démontrerait la vanité de certains patrons eschatologiques qui trouvent encore preneur. Comme il était impossible, dans le cadre d'un essai qui se propose simplement de déblayer le terrain, de fournir une étude approfondie de l'histoire de 90 ans ou même des forces en présence pendant ce temps, je me suis penché spécialement sur la période de l'entre deux guerres, pour montrer la faiblesse de la gauche et son manque d'influence à des moments où l'on suppose qu'elle détenait le pouvoir ou en était très proche.

¹ La rédaction de cet article a été rendue possible par le généreux support de l'American Philosophical Society (Penrose Fund).

Admettant dès le début toutes les lacunes d'un tel travail, dont le but principal est de suggérer d'autres explorations plus poussées, il m'a semblé utile de fournir une vue générale de la Troisième République continuée par la Quatrième – régimes dans lesquels pour la plupart du temps la gauche s'est trouvée en minorité et sur la défensive. Comme la conception d'une gauche majoritaire se base dès le début du siècle sur la présence au pouvoir de politiciens radicaux d'abord, socialistes ensuite, je tâcherai de démontrer que ces partis subirent une évolution qui les amena, l'un avant 1914, l'autre un peu plus tard, à des positions assez modérées. Ainsi, après 1911, le radicalisme au pouvoir, le radicalisme faisant part d'une majorité «de gauche», exerce souvent et de plus en plus souvent une influence qui est loin d'être radicale; et on verra que la même chose est vraie en ce qui concerne le socialisme.

Dans la seconde partie de ce travail j'essayerai de montrer non plus la retraite des forces de la gauche classique, mais l'action positive et les sympathies réciproques des diverses forces de la droite qui, dans l'entre deux guerres, détenaient deux puissants moyens de propagande: la presque-totalité de la presse (et surtout de la grande presse d'information, d'amusement et d'affaires) et la force de frappe (ou du moins de chahut) des ligues nationalistes.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, je m'efforce d'indiquer quelques-unes des raisons économiques et sociales de cette faiblesse de la gauche, que la gauche elle-même ne semble pas avoir compris sur le moment.

Car la gauche, comme d'ailleurs la majorité du pays, demeurait persuadée de la validité de tous ses espoirs. Lisant Michelet et Auguste Comte encore plus que Marx, elle se sentait portée et sanctionnée par l'histoire. Il n'y a donc rien de surprenant que, prenant à témoin l'évidence historique, l'un des mandarins du parti radical, M. Léon Bourgeois, ait forgé, dans les années 90, l'expression grandiose si souvent répétée: «Pas d'ennemis à gauche». Elle ne voulait pas seulement dire, comme elle le faisait dans son contexte immédiat, qu'un gouvernement de vrais républicains, se méfiant des douteuses avances d'hommes qui ne s'étaient que récemment ralliés à la République, ne pouvait et ne devait pas considérer en ennemis ceux qui, à gauche, avaient accepté le régime et partagé ses buts sociaux. Cela signifiait aussi que, conscients de ces forces de progrès qui rendaient ce courant vers la gauche historiquement inévitable, Bourgeois et ses amis étaient prêts à se rendre à l'évidence et à modeler leur politique en conséquence.

Quoiqu'il en soit, d'une manière ou d'une autre, l'idée passa dans la

tradition – la tradition des radicaux eux-mêmes, la tradition de la politique française et celle de ses historiens.¹ Ce n'était pas non plus seulement une théorie pour manuels ou une construction de l'imagination populaire. Un politicien aussi expérimenté qu'André Tardieu pouvait déclarer, en 1937, que «la tendance propre des assemblées se caractérise par le mouvement à gauche. La continuité en est absolue et s'affirme sur une durée d'un siècle et demi. Ainsi s'est formée l'opinion, très répandue dans le pays, qu'il y a, au profit des gens de gauche, une sorte de droit éminent d'hypothèque légale sur ce qu'on appelle les leviers de commande.»

Quand il écrivait ceci dans *La Profession Parlementaire*, l'ancien ministre avait près de soixante ans et sa longue carrière politique était aussi brillante que décevante. Cependant, en acceptant comme axiome le mouvement vers la gauche, Tardieu ignorait que l'inventeur de la formule avait souligné, à un autre moment, que «le parti radical est un parti de juste milieu». Il oubliait que Bourgeois lui-même était loin de notre conception d'un politicien de gauche, un homme de compromis, préférant des cabinets de coalition dirigés vers le centre plus que vers la gauche, hostile à toute attitude révolutionnaire, prêt à dire des socialistes (comme il le fit à la Chambre, le 18 novembre 1895): «Pour obtenir leur vote, je ne ferai aucune concession, ni à mon programme, ni à mes idées...» Bourgeois ne forma son seul cabinet radical homogène (1895-96) que lorsque toutes les tentatives de coalition eurent échoué, il accepta un portefeuille de Poincaré en 1912 et servit même dans l'éphémère ministère de Ribot en 1914, ministère de centre-droite s'il en fut jamais, dirigé contre un imaginaire péril de gauche. En d'autres termes, quand Bourgeois proclama «Pas d'ennemis à gauche», il l'entendait d'une façon strictement personnelle et momentanée, comme le firent la plupart des radicaux qui devaient le répéter après lui.

Les questions mises en cause devaient être extrêmement complexes pour qu'un homme de l'intelligence de Tardieu ne s'en soit pas rendu compte. D'autant plus qu'il aurait dû se rappeler que lui-même avait

¹ Pour Pierre Gaxotte (préface à Alain Laubreaux, *La Terre rose*, Paris 1939, p. 15) «C'est la loi, c'est le souverain mot.» La même impression apparaît dans l'*Histoire du Radicalisme* de A. Milhaud, Paris 1951; dans l'ouvrage d'un vieil observateur aussi avisé que A. Hamon, *Les Maîtres de la France*, Paris 1936-1938, vol. II, p. 313; dans les écrits ou remarques de politiciens de carrière: J. Fabry, *De la Place de la Concorde au Cours de l'Intendance*, Paris 1942, pp. 7, 9; J. Doriot, *La France avec nous*, Paris 1937, p. 64; Paul Ramadier, *Barodet 1928*, Paris 1930; Ch. Sancerme, *La Voix Nationale*, 28 Juillet 1919; dans ceux d'experts politiques: cf. D. Brogan, préface de A. Werth, *The Twilight of France*, New York, 1942, pp. x-xi; R. Priouret, *La République des partis*, Paris 1947, p. 122; Paul Sérant, *Gardez-vous à gauche*, Paris 1954, et dans bien d'autres ouvrages et endroits.

profité en 1930 de ce que le vieil appel de la défense républicaine avait d'usé, de ce que l'unité de la gauche avait désormais de factice et de peu effectif. Il semble bien que la grande formule de gauche a moins dominé la situation politique qu'elle ne l'a embrouillée. Persuadés de son pouvoir, sinon de sa justesse, politiciens de tous bords se sont hatés de se mettre à l'abri d'étiquettes qui ne seraient pas de droite. Ceci est notoire et il n'est pas toujours facile de déceler à première vue le camp qui détient le pouvoir à un moment donné. En termes généraux, on peut dire toutefois que dans les quarante ans qui ont suivi la première guerre mondiale la tendance politique manifestée au Parlement, dans la politique gouvernementale et dans les combinaisons et permutations des partis, n'était pas dirigée vers la gauche, encore moins vers la Révolution, mais vers la modération et le conservatisme; non pas pour la Révolution mais contre elle; non pas en faveur du changement mais de l'ordre et du statu quo; une situation dans laquelle, si le vieux slogan devait être encore utilisé, on devrait en faire «Pas d'ennemis à droite», ce qu'un Charles Maurras ne manqua pas, d'ailleurs, de suggérer.

II. «*Le peril est à gauche*» - JULES MÉLINE

L'interprétation classique de la politique française contemporaine comme un long *Drang nach links* semble fondée sur une période de l'histoire dans laquelle la bourgeoisie (pour employer les termes les plus généraux), en tant que classe, était en faveur du changement, et même d'un changement révolutionnaire. Les réformes qu'elle envisageait étaient politiques, et non économiques ou sociales; ces dernières étaient subordonnées aux premières, et au souci bourgeois de la propriété, de la sécurité et de l'ordre. Mais, comme l'*Action française* ne cessait de répéter, l'homme de droite se définit justement comme celui qui veut l'*ordre*, condition première du relèvement et du salut de la patrie. Pourtant, tant que les questions principales, les sujets de litige les plus importants, restaient légaux et constitutionnels, le souci de l'ordre et de la sécurité n'empêchait pas un fragment important de la bourgeoisie de se ranger à gauche. Et on voit la bourgeoisie être en faveur du changement, supporter le parti du mouvement, jusqu'à ce que son pouvoir soit établi par les élections de 1877, et le remplacement de MacMahon par Grévy en 1879. Après 1879, leurs buts principaux atteints, il y avait peu de gains politiques qui pouvaient encore intéresser les républicains.

Ils allaient devenir aussi modérés en politique que, tout le long du siècle, ils avaient été conservateurs pour les questions économiques. Le cabinet Rouvier en 1887, le Ralliement et les élections de 1893,

finalement la majorité de Méline, coalition du centre et de la droite qui ne fut vraiment dissoute qu'en 1899, marquèrent les stades successifs d'un élargissement, d'un renouveau, de la droite conservatrice et désormais républicaine parce que conservatrice. Tandis que la cohésion de la gauche traditionnelle s'effritait, le potentiel d'une majorité plus cohérente commençait à se compter sur la pierre de touche d'un conservatisme social opposé au réformisme et aux excès d'une extrême-gauche représentée après 1906 surtout par les socialistes.

L'essentiel de la nouvelle droite, ses chefs les plus marquants comme Millerand et Poincaré, ses appuis les plus durables, allaient être fournis par des républicains bon teint et, de plus en plus, même avant 1914, par la bourgeoisie radicale, satisfaite par ses succès politiques, inquiétée par les revendications économiques des socialistes, qui ne voulait pas entendre parler de réformes qui eussent pu menacer ses intérêts et surtout sa propriété. Là nous touchons à l'essentiel. En 1904, déjà, le congrès du parti radical à Toulouse s'était déclaré très fermement en faveur de la propriété privée. C'était le parti des petites gens; c'était, déclara un de ses chefs, un parti bourgeois.¹ Mais même le terme «parti» était, dans une certaine mesure, un euphémisme pour un groupe qui rejetait le mandat impératif: occupés par leurs ambitions personnelles, pensant à leur circonscription ou à leur clientèle, n'acceptant aucune contrainte, les parlementaires radicaux adoptèrent ce qui ressembla de plus en plus à la politique modérée que Tony-Revillon avait défini comme la politique de ceux qui considèrent que tout est bien pourvu qu'ils soient au pouvoir et qu'ils prennent les décisions.

Une fois au pouvoir et en mesure de prendre au moins quelques-unes des décisions, l'idée de Bourgeois devait être réévaluée. Au lieu d'alliés, comme ils avaient semblé l'être, du moins parfois, auparavant, les socialistes apparaissaient à leur gauche comme une menace à l'ordre économique et social. Cependant les choses se compliquaient du fait de la tradition de coopération établie au début du siècle. Comme les candidats du Cartel des Gauches devaient le dire à leurs électeurs en 1924, les radicaux «étaient et resteraient fidèles à leurs idées d'hier»... mais au détriment de quoi que ce soit de plus moderne. Jacques Fauvet cite la remarque d'Herriot qui disait qu'il y a des partis qui, après leur victoire, se retrouvent seulement avec leur nom et quelques symboles de leurs idées perdues.² C'était la persistante répétition de ces symboles qui persuada beaucoup de gens, à ce moment-là et plus tard, que la gauche gardait une certaine cohérence. Mais elle embrouillait les choses au sein de la gauche elle-même. Prêt à parler de

¹ F. Buisson, La politique radicale-socialiste, dans: Revue hebdomadaire, 1910.

² La France déchirée, Paris 1957, p. 131.

l'unité républicaine, à prétendre qu'il n'avait pas d'ennemis à gauche, endurci aux familiers slogans anticléricaux qui remplaçaient des buts plus positifs, le radical désapprouvait l'antimilitarisme et l'antipatriotisme de l'extrême-gauche et se méfait de ses revendications économiques. Bon nombre de celles-ci apparaissaient aussi dans le programme de son propre parti, mais là il n'avait pas à les prendre au sérieux, elles étaient devenues une litanie familière. Mais les mêmes idées, brandies comme des foudres dans les années d'avant 1914 par les orateurs socialistes et syndicalistes, semblaient beaucoup plus menaçantes et difficiles à ignorer. Dans ces circonstances, bien des radicaux découvrirent qu'ils étaient modérés de coeur; que, dans une situation dans laquelle le problème n'était plus politique mais économique, l'ennemi à craindre était à gauche, l'allié en puissance à droite. Et la grave difficulté de concilier cette réalisation pratique avec les idées traditionnelles fut résolue pour eux par la crise nationaliste des années d'après Agadir qui leur fournit un pont pour rejoindre les modérés.

En face d'appels à leur patriotisme, les radicaux oublièrent la tradition de Robespierre pour ne se souvenir que de celle de Danton. Mais aussi de leurs intérêts: et c'est la conjonction de ces soucis – pour la patrie, pour la propriété, pour l'ordre établi, qui explique la tendance décelée par René Rémond dans sa brillante étude de *La Droite en France de 1815 à nos jours* (p. 184), «une tendance qui déplaçait lentement vers la droite le centre de gravité du système politique» et qui se manifesta notamment en 1913 par le succès de trois progressistes qui en cette année «enlevèrent les trois présidences»: Poincaré celle de la République, Deschanel celle de la Chambre et Barthou celle du Sénat.

Ces présages devaient bientôt se confirmer, d'abord par l'Union sacrée du temps de la guerre, ensuite par la Chambre «nationale et réactionnaire» (Léon Daudet *dixit*) élue en 1919. Encore une fois, le verbiage contribua à une plus grande confusion étant donné que beaucoup de modérés continuèrent à proclamer les vieilles formules de la gauche. Mais, même après 1924 et la victoire du Cartel des Gauches, il devait être peu douteux que la place des radicaux-socialistes était désormais au centre. En 1924, la plupart des sénateurs radicaux-socialistes s'étaient joints aux modérés pour voter en faveur de Gaston Doumergue contre Painlevé. En 1925, ils aidèrent à renverser le gouvernement Herriot. Puis, entre 1926 et 1929, la plupart des radicaux votèrent pour Poincaré alors que Herriot lui-même entra en fonction sous ses ordres. Il est évident que la tradition jacobine et républicaine n'existait plus que sur un plan sentimental.

Malgré cela, les radicaux et les modérés qui collaboraient au Parlement s'opposaient aux élections. En 1927, une brève alliance des radicaux et des socialistes avait fait revivre le système électoral d'avant la guerre (proné d'ailleurs aussi par les royalistes) et réintroduit un scrutin à deux tours dont on s'attendait à ce qu'il favorise une meilleure discipline «républicaine». En l'occurrence, aux élections de 1928 la droite se montra plus disciplinée que la gauche: dans la plupart des cas, les communistes refusèrent de se retirer en faveur des socialistes, tandis que dans les circonscriptions où, au second tour, les candidats radicaux se retirèrent en faveur des socialistes, nombre d'électeurs radicaux, changeant de direction, votèrent pour des candidats de droite ou de centre-droit qui soutenaient Poincaré et sa politique financière.¹ Le résultat fut que la droite et le centre-droit sortirent des élections avec une majorité à la Chambre, majorité reflétée par les Présidents du Conseil de cette quatorzième législature: deux grands bourgeois, Poincaré et Tardieu, et deux ex-socialistes maintenant au centre, Briand et Laval. En commentant les résultats des élections pour *L'Année politique*, Charles Seignobos avait pressenti que la principale difficulté des prochains gouvernements serait de trouver au jour le jour des expédients qui permettent aux députés de gauche de leur majorité de paraître, aux yeux de leurs électeurs, faire une politique de gauche. Il ajoutait: «Ce n'est pas une tâche au-dessus des forces de ministres habitués à la vie parlementaire.» Ce fut, à la longue, au-dessus de celles de Poincaré qui se fit mettre en minorité quelques mois plus tard, mais ses successeurs changèrent peu de chose à une majorité où les différences entre droite et gauche, assez minimes, tenaient plutôt à des «symboles, formules, discours».²

Ainsi, Camille Chautemps, dont la tentative pour former un gouvernement dura du 21 au 25 Février 1930, bien que soutenu par les socialistes contre Tardieu, était personnellement connu comme anti-socialiste, à la fois dans sa circonscription et dans son parti. Le cabinet qu'il forma, sans pouvoir le faire investir, comprenait des hommes comme le Vicomte de Chapdelaine de la Gauche Radicale, Charles Daniélou, un ex-secrétaire de la Patrie Française, le Professeur Chabrun de l'Institut Catholique, et Bellanger qui avait été élu sur la liste très catholique du Général de Castelnau. Evidemment, Chautemps, lui, ne voulait pas d'ennemis à droite. La seule exception dans cette série de cabinets du centre-droit vint après la chute du second cabinet Tardieu en Décembre 1930. Pendant quarante jours exactement, un gouvernement dirigé par Théodore Steeg, soutenu par

¹ P. Campbell, *French Electoral Systems and Elections*, New York 1958, p. 98.

² C. Seignobos, *Études de politique et d'histoire*, Paris 1934, pp. 337, 342-43.

les radicaux et les socialistes, combattu par les partis du centre, tint bon. Puis il tomba, et Laval succéda à Steeg.

La droite perdit sa nette majorité aux élections de 1932, ce qui laissa au groupe radical un rôle d'arbitrage. On les vit agir aussitôt. La présidence de Paul Doumer, dont l'élection, comme celle de tous ses prédécesseurs depuis 1913, avait reflété la prédominance d'une majorité modérée, s'était terminée par un assassinat. Le 10 mai 1932, une majorité de l'Assemblée Nationale élut Albert Lebrun à l'Élysée. Le lendemain, dans *Le Populaire*, Léon Blum faisait remarquer que les radicaux avaient déjà rallié la droite et recréé l'Union Nationale en abandonnant à nouveau Painlevé, cette fois en faveur de Lebrun. Commentaire d'Herriot sur la décision de voter pour Lebrun: «Sagesse des radicaux».¹ Sagesse et modération étaient devenues en effet les principales caractéristiques de la politique radicale: ils s'étaient alliés aux socialistes non pour s'opposer au conservatisme, mais pour lutter contre la menace *réformiste* représentée par Tardieu. Comme le suggère Jacques Debu-Bridel: «Les radicaux craignaient le programme économique et social de Tardieu autant qu'ils se méfiaient des nobles et des prêtres, autant qu'ils craignaient le prolétariat.»² Contre ceux-là, ils s'unissaient aux socialistes, contre ceux-ci, aux conservateurs.

Avec eux, ils avaient en commun leur fidélité au capitalisme conservateur.³ Le Sénat, dominé par les radicaux, combinait la défense des institutions laïques avec celle du capital, et la direction du parti comprenait beaucoup d'hommes liés de très près, par leurs affaires, par mariage ou de naissance, aux grands intérêts financiers. Mais si les hautes sphères du parti étaient conservatrices, sa mystique restait révolutionnaire et jacobine; ce qui explique la schizophrénie dont il semblait souffrir, manifestant une personnalité aux élections parlementaires et une autre à la Chambre; ce qui explique aussi les différends en politique étrangère entre de vieux jacobins comme Herriot ou Sarraut et des internationalistes et pacifistes comme Pierre Cot, Jacques Kayser, Bergery et les Briandistes; et la tâche de l'historien se complique encore quand les radicaux conservateurs sont aussi des patriotes jacobins et les pacifistes sont des progressistes.

Quand Herriot forma son cabinet en juin 1932, il refusa les con-

¹ E. Herriot, *Jadis*, vol. II, Paris 1952, p. 289.

² J. Debu-Bridel, *L'Agonie de la Troisième République*, Paris 1948, p. 178 sq.

³ Très utiles à ce sujet sont les volumes d'E. Beau de Loménie, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, Paris 1947-54; voir aussi J. P. Maxence, *Histoire de Dix Ans*, Paris 1939; J. Danos et M. Gibelin, *Juin 36*, Paris 1950, p. 19; J. Isorni, *Ainsi passent les Républiques*, Paris 1959, sur le trésor du Patronat, rue de Penthièvre; et les divers détails fournis par Hamon, *op. cit.*, sur les affaires et les relations de famille de nombreux chefs radicaux.

ditions que les socialistes mettaient pour accepter d'y participer. Ce fut un cabinet où non seulement il n'y avait pas des socialistes, mais où il n'y avait même pas les hommes de gauche du parti radical-socialiste.¹ Paul-Boncour, qui lui succéda pendant six semaines (18 décembre 1932-28 janvier 1933) déclara son intention de coopérer avec «cette grande force des temps modernes qui s'appelle le syndicalisme» et tomba quand s'engagea la discussion de ses dangereux projets financiers. Les radicaux qui lui succédèrent (Daladier, Sarraut, Chautemps) entraînèrent leurs gouvernements d'affaires dans la catastrophe du scandale Stavisky, et les émeutes de février 1934 redonnèrent le pouvoir à la droite, sous l'apparence caractéristique d'un gouvernement de coalition dirigé par le revenant radical, Doumergue.² Ce dernier fut suivi par Flandin, un modéré qui déplaisait beaucoup moins aux radicaux que Tardieu (il était, en effet, beaucoup plus modéré!); puis, la chute de Flandin en été 1935 présenta la possibilité de recréer une alliance de la gauche. Herriot a raconté l'histoire de la réunion mémorable à laquelle les radicaux devaient décider de leur politique. Devraient-ils se tourner vers la gauche?

«Je demande si quelqu'un accepte de former un ministère d'extrême-gauche pour que je puisse proposer son nom au Président de la République... Je perçois chez mes amis un grand trouble de conscience... nous sommes à un tournant. De l'aveu de chacun, la séance est bien émouvante.»

Leur examen de conscience se termina par la décision qu'ils éviteraient d'exposer le pays à des difficultés et par le vote unanime (avec trois

¹ André Tardieu, *Journal Officiel de la République française*, Chambre, Débats, 7 juin 1932. Bel exemple d'une apparente majorité de gauche rafistolée sur un accord idéologique cédant le pas à une majorité de centre-droit basée sur un accord politique. Cf. l'édifiante évolution de ce troisième gouvernement Herriot d'une alliance avec les socialistes en juin à une cassure en juillet 1932 et, une année plus tard, l'emploi très caractéristique par Chautemps de l'issue laïque pour forger une entente avec des socialistes fondamentalement opposés à sa politique économique.

² Sur l'orientation de droite de Doumergue, cf. Herriot, *op. cit.*, p. 482; cependant Herriot accepta un poste de lui. L'histoire de 1934 reste encore à faire – de ce 1934 qui fut pour la droite ce que 1936 fut pour la gauche: le moment de victoire apparente précédant une désintégration que l'ennemi n'avait pas osé espérer. Mais, tandis que les alliés de 1936, se jalouant et se soupçonnant réciproquement dès le début de leur collaboration, ne tardèrent pas à se quitter dans un glissement général vers l'abandon de leurs gains, la victoire de la droite en février '34 fut le prélude d'un développement autrement significatif et qui entérinait un succès posé sur des bases moins apparentes peut-être, mais bien plus fermes. Les ligues nationalistes, du moins les plus importantes d'entre elles et surtout les Croix de Feu, entrèrent dans le régime, ou tout au moins dans le système, se transformant en partis politiques. L'auraient-elles fait si elles n'avaient pas senti que le 6 février leur avait ouvert l'accès au pouvoir?

abstentions) d'une motion qui leur permettait de participer au cabinet Laval:

«Le parti Radical et Radical-Socialiste et son groupe parlementaire, ayant fait tous les efforts possibles pour défendre une doctrine sur laquelle ils sont unanimes, mais résolus à ne pas exposer le pays à des difficultés qu'exploiteraient les adversaires de la République, font confiance à leurs délégués pour prendre les décisions qui leur paraîtront nécessaires afin d'amener la constitution d'un gouvernement.»¹

C'était, il me semble, le moment de la décision; et c'était la décision qu'aucun intermède de Front Populaire ne pouvait changer. Ensuite, le parti radical s'écroule; il est le grand vaincu en 1936, il produit en Daladier un chef pour la réaction anti-gauche de 1938 et 1939, et il sort de la guerre tristement amoindri. Dans les années d'après 1947, alors que l'alliance de la Libération s'émiettait, que la politique française devenait la politique d'un centre menacé par deux extrêmes, d'un centre se déplaçant graduellement vers la droite, les radicaux, bien que moins nombreux, maintinrent leur position importante d'un point de vue stratégique. Cependant, ils ne sont plus maintenant l'aile gauche d'un centre républicain,² car, à leur flanc, apparaît un nouvel ennemi de l'extrémisme, une fraîche recrue pour la cause de la modération, le parti socialiste, S.F.I.O.

Les radicaux ne s'étaient pas rendus compte de la difficulté de réconcilier la théorie et la pratique avant de faire face aux réalités du pouvoir en 1906. Cette épreuve fut épargnée aux socialistes pendant trente autres années; ils soutinrent généralement les ministres radicaux mais, éloignés du pouvoir, ils avaient pu garder leur intransigeance doctrinaire. Ils l'avaient gardée, cependant, avec une différence, car ils se considérèrent comme un «parti de gouvernement» ce qui impliquait une attitude que Léon Blum expliqua lors de son procès à Riom: «Je représentais un parti», dit Blum à ses accusateurs, «qui, des années durant, avait lutté contre les crédits de guerre, sauf cependant quand son vote était nécessaire pour les faire passer, comme en 1932, sous le ministère Herriot.»³

¹ Herriot, op. cit., p. 551.

² Le Monde hebdomadaire, 4-10 avril 1947, décrit ainsi le congrès des radicaux dissidents qui suivirent Queuille et André Morice: «Les radicaux 'dissidents' prennent des positions analogues à celles de la 'droite classique'.»

³ Léon Blum devant la Cour de Riom, Paris 1944, pp. 81-82. Cf. aussi Jules Vèran, Figaro, 1 août 1919, citant un candidat socialiste de 1914 qui avait recueilli les voix des conservateurs avec cet argument pathétique: «Oui, citoyens, nous supprimerons les armées permanentes, mais nous conserverons ce brave 4e bataillon qui fait la gloire et la prospérité de notre petite ville.»

La S.F.I.O. avait perdu une partie de son aile droite patriotique au profit de *La France Libre* pendant la guerre; elle perdit une bonne part de l'aile gauche révolutionnaire, et quelques biens précieux, au profit des communistes en 1920; le parti qui resta sous la direction de Blum cessa bientôt de se considérer comme révolutionnaire. En 1930, un observateur trouva que le parti triomphait à l'École Normale, «mais c'était un parti qui ne s'inspirait plus de Proudhon ou de Karl Marx, un parti qui pensait au gouvernement pour dans quelques années ou dans quelques mois.»¹ Comme Paul Faure le dit au Congrès du parti en 1933, les slogans de la Révolution «en images d'Épinal» étaient romantiques et ne s'appliquaient plus au présent. Mais tandis que les vieilles idées révolutionnaires commençaient à se démoder, un nouveau mirage attirait quelques-uns des membres les plus brillants du parti. Menés par Montagnon et Marquet, les néo-Socialistes quittèrent la S.F.I.O. pour faire leur salut par le fascisme. Les militants qui restèrent se divisèrent bientôt en pacifistes avec à leur tête Paul Faure, et en bellicistes avec Blum. Tel était le parti qui accéda au pouvoir en juin 1936.

Après la victoire du Front Populaire, un Président du Conseil socialiste semblait une nouveauté révolutionnaire assortie à la situation révolutionnaire dans laquelle s'imaginait être la France. En fait, le gouvernement Blum de juin 1936 était à peu près aussi composite qu'avant. Il comprenait 16 socialistes, 13 radicaux et 3 membres de l'Union Sociale et Républicaine. Un militant déçu fait le commentaire suivant:

«On attendait une sorte de Comité de Salut Public... On eut un lourd conseil de 35 personnes, théoriquement hiérarchisées... Et quand on essaya de deviner pourquoi telles ou telles personnalités avaient été choisies, on s'aperçut avec tristesse que le souci d'équilibrer les influences respectives des groupes, de sous-groupes ou des chapelles... l'avait emporté sur l'obligation vitale de réunir des hommes capables de concevoir et d'agir sans s'embarrasser de théories périmées ou d'usages sans valeur.»

Et un homme de droite, J.-P. Maxence, commente dans le même sens: «Ainsi, ce qu'on a nommé l'expérience Blum est-elle surtout une absence d'expérience. ... La pente Léon Blum a été la pente de la facilité, de toutes les facilités... Blum, pour la révolte de 36, a joué le rôle de Doumergue pour la révolte de 34.»²

Il n'y a pas de raison de penser que ces critiques n'étaient pas fondées.

¹ Marcel Ray, cité par Maxence, op. cit., p. 117.

² A. Delmas, *A gauche de la barricade*, Paris 1950, p. 85; Maxence, op. cit., pp. 359, 364.

Il y a quelque chose d'équivoque dans toute l'attitude de Blum. S'adressant au grand meeting socialiste de la victoire à la salle Wagram, il dit: «Donnons au pays l'impression du changement qu'il veut.» Deux semaines plus tard, expliquant ses intentions en tant que Président du Conseil, son «expérience» proposée, devant le Congrès du parti Socialiste (30 mai - 1 juin), il ne cache pas le sentiment qu'il n'a pas mandat pour un gouvernement *socialiste*, mais seulement pour un gouvernement de gauche fondé sur le vague programme du Front Populaire. «Et maintenant?» demandait à André Ribard son ami normand Raymond Brulé, qui devait mourir en déportation quelques ans plus tard. «Maintenant? Rien.»

La circonspection de Blum était caractéristique du changement dans l'attitude d'un parti qui, ayant accédé au pouvoir, changeait sa mentalité d'opposition pour une mentalité gouvernementale. Le respect pointilleux de la légalité était caractéristique de l'homme lui-même, mais c'était les communistes, qui avaient demandé avec insistance de modérer les revendications soumises au corps électoral, qui étaient à blâmer pour avoir contribué à limiter son mandat. Les radicaux aussi étaient à blâmer. Gaston Bergery, qui avait inventé le terme «Front Populaire», avait essayé d'inclure dans son programme un certain nombre de réformes de structure - nationalisation des industries-clés, des banques, assurances etc. Mais, depuis 1924, les grandes compagnies d'assurances avaient fourni une grande partie des fonds du parti Radical; ce qui semble une raison de plus pour que les réformes structurelles de cette nature n'aient pas fait partie du programme minimum et soient restées de vagues aspirations.

Toutes ces concessions eurent peu d'effet. Quand il fut publié en janvier 1936, le programme du Rassemblement Populaire (il n'était pas encore le Front) était assez à gauche pour effrayer la droite. *Le Temps* y vit «l'influence profonde du marxisme et de l'étatisme.» Il n'était, en réalité, pas révolutionnaire du tout - c'était plutôt une reprise des programmes radicaux classiques de jadis, avant que les radicaux soient devenus conservateurs. Et les réformes du gouvernement Blum n'atteignirent même pas les limites du mandat auquel se référait le Président du Conseil. Les gains concrets de la victoire du Front Populaire peuvent se compter sur les doigts de la main: ils comprenaient le grand élan vers l'organisation syndicale et la signature de contrats collectifs entre ouvriers et employeurs (pas nouvelles en elles-mêmes, mais un grand progrès quantitativement), les augmentations de salaires, les congés payés, la semaine de quarante heures et la scolarité obligatoire portée à quatorze ans. Quant à la nationalisation des Compagnies de Chemins de Fer et des «industries de guerre», c'était, comme devait le dire Daladier à ses juges à Riom

«encore une plaisanterie». Bien qu'importantes en elles-mêmes, de telles réformes, dont certaines devaient bientôt être abandonnées par des Présidents du Conseil radicaux, ne peuvent être qualifiées de révolutionnaires. Ainsi, J.-P. Maxence a tout à fait raison d'écrire dans son amère *Histoire de Dix Ans*:

«L'histoire française de 34 à 37 représente la grande trahison des militants par leurs chefs... les militants des ligues... voulaient une révolution qui transformât le régime politique et social, et on leur faisait obliquement servir une union nationale conservatrice. Les militants du Front Populaire ont été, eux aussi, et non moins, trahis dans les premiers mois de 37 – ils voulaient que changeât le régime, et on ne leur offrait que des changements de politiciens.»¹

Il y a beaucoup de raisons à l'échec du Front Populaire: la pusillanimité de Blum lui-même, un affaiblissement du dynamisme de son propre parti, la nature friable d'une coalition qui comprenait à la fois des radicaux et des communistes, des différends internes sur la question des réformes, et des différends plus graves sur la question de l'intervention en Espagne qui ne faisaient que refléter les divisions de la gauche et du pays. Mais finalement, quand le ministère Blum tomba en juin 1937, ce fut sur une question financière, comme cela avait été le cas de Bourgeois et de Herriot avant lui. Dans le cabinet Chautemps qui lui succéda avec la participation socialiste, le Ministère des Finances échut à Georges Bonnet, un adversaire radical du Front Populaire. Il était assez normal que le nouveau cabinet obtint les pouvoirs financiers refusés à Blum, mais il mettait aussi un point final au bref intermède pendant lequel on avait nourri l'espoir d'une gauche réunie. La dérive vers la droite recommença de plus belle. En janvier 1938, Chautemps reconstitua son gouvernement, en excluant les socialistes. Un second gouvernement Blum de courte durée (mars et avril) fut suivi par un gouvernement Daladier, qui gouverna sans les socialistes mais avec la participation et le soutien de la droite. Celle-ci avait apprécié le début de son discours d'investiture: «Il n'est pas besoin de beaucoup de paroles pour que les Français comprennent que l'heure est venue de servir dans l'ordre et le travail.» Ils apprécièrent encore plus son manque de sympathie pour les revendications syndicales. C'était encore une fois l'expérience Millerand!

Malgré son incohérence et sa faiblesse au moment du 6 février 1934, Daladier avait conservé la réputation d'un homme fort. Des observa-

¹ pp. 323-24.

teurs plus pénétrants avaient déjà décelé à ce moment le potentiel d'un conservateur à poigne. Ainsi Georges Suarez, décrivant *La Grande Peur du 6 février au Palais Bourbon* (p. 12) sentait que la carrière de Daladier était celle d'un homme de droite, de cette droite dont la pensée « n'est pas la dictature mais l'autorité... pas la violence jacobine mais le respect de la loi. » Le taureau de Vaucluse tant vanté s'avéra plutôt en pain d'épice, mais cela ne l'empêcha pas de liquider la plupart des gains du Front Populaire et de se voir accorder des pouvoirs quasi-dictatoriaux par une Chambre reconnaissante, après l'occupation de Prague par les Allemands en mars 1939.

Nous voyons ainsi que, vers 1939, à la suite de la grande incohérence parlementaire, la politique française était arrivée à un stade voisin de celui de 1938. La droite et le centre étaient prêts à passer leurs pouvoirs à un homme providentiel. Qu'ils n'y soient pas vraiment parvenus avant 1940 est sans grande importance.

Quant à la gauche, elle était divisée et, partant, battue. Le parti communiste était puissant mais ostracisé. Après août 1939, on pouvait le négliger comme on a pu le faire après 1947. A l'exception de quelques mois seulement en 1936, « pas d'ennemis à gauche » ne s'appliqua jamais à lui. Les socialistes avaient maintenant remplacé les radicaux avec l'ambition d'être le parti gouvernemental de la gauche. Blum lui-même, plutôt qu'un Doumergue socialiste, ce que Maxence voudrait en faire, apparaît comme un Bourgeois socialiste. Tourné vers la gauche mais à ses conditions, espérant convaincre la droite avec des arguments doctrinaires auxquels elle restait indifférente, il était destiné à finir ses jours comme un grand homme du régime, respecté, mais pas outreusement efficace. Les radicaux, bien sûr, sont le parti gouvernemental par excellence, observant *leur* gauche avec appréhension et cherchant à droite leur soutien. N'étant plus simplement le parti des petites gens, ils défendent avant tout le statu quo. Ils représentent une classe qui se sent menacée dans sa position et son pouvoir, mais qui est plus puissante que ses craintes ne lui permettent de le penser. Écrivant en 1939, Emmanuel Berl trouva la bourgeoisie plus solide et plus solidement établie à ce moment-là qu'elle ne l'était vingt ans auparavant, plus puissante même qu'avant la guerre de 1914. Les gens, il l'admet, ne s'en rendent pas compte; les bourgeois eux-mêmes ne s'en rendent pas compte.¹ Que ce soit justifié ou non, ils étaient inquiets et facilement alarmés; c'est la raison pour laquelle ils se tournaient vers la droite. Comme Ludovic Frossard le diagnostiquait en 1939: « La droite déteste, parce qu'elle la craint, la classe ouvrière, spécialement depuis 1936... Aujourd'hui... beaucoup de bourgeois

¹ Frères bourgeois, mourez-vous? Paris 1938, pp. 90-91.

français sont rassurés par Hitler, même s'ils ne se l'admettent pas à eux-mêmes. Il apparaît comme une garantie contre la Révolution.»¹

III. «*Il faut faire peur d'abord*» - PIERRE LAVAL

«Le Monde ne vaut que par les extrêmes et ne dure que par les moyens. Il ne vaut que par les ultras et ne dure que par les modérés»: c'est Paul Valéry qui nous le dit et André Siegfried qui le reprend avant Jacques Fauvet.

La Troisième République et la Quatrième aussi, ont été régies par des modérés, mais par des modérés qui ne l'étaient pas toujours. Analysant les différents partis politiques à la veille du 6 février 1934, *Le Temps* jette une lumière crue sur les maîtres du régime: «Nul ne voulant être de droite, ni réactionnaire, ni même conservateur, ces opinions désormais innommées ont pris la qualification voisine de modérés. Il y a chez nous une modération qui comprend une extrémité.»² Le paradoxe de toute politique française est inscrit entre ces citations: l'inspiration des ultras, la domination des modérés, enfin le fait que l'inspiration de ces modérés dominants est naturellement et nécessairement de droite.

Il y a, certes, un équivoque possible dans des termes tels que droite et gauche, conservateur ou modéré, mais il ne semble pas insurmontable. Quand il s'agit non de philosophies mais de situations politiques, le conservatisme (mettons) se définit non pas en termes théoriques mais devant les problèmes qu'il doit affronter. De là, la tendance connue des radicaux à devenir conservateurs, des révolutionnaires nantis à devenir les défenseurs de (leur) nouvel ordre. Ceci est banal. Mais pendant que l'attitude des hommes et des partis change et leur politique aussi, les doctrines évoluent beaucoup moins vite; ce qui nous donne le paradoxe apparent de libéraux conservateurs, de radicaux conservateurs, de sociaux-démocrates conservateurs et même de communistes conservateurs là où leur doctrine (ou au moins leurs représentants) ont trouvé satisfaction et pouvoir.

Il se peut que dans des telles circonstances les groupes ou les partis réactionnaires soient les seuls vraiment révolutionnaires et qu'ils attirent une section du public: cette section qui penche autant pour les partis activement révolutionnaires que pour ceux traditionnellement révolutionnaires et pour les mêmes raisons, dont la doctrine est loin d'être la plus importante et où un changement, un chambardement, radical compte plus que la direction même du changement.

Et pourtant le caractère révolutionnaire de certains partis de la

¹ Cité par Debu-Bridel, op. cit., p. 506.

² Etienne Fournol cité par Jacques Fourcade, *Le Temps*, 7 janvier 1934.

réaction semble beaucoup moins important pour leurs voisins modérés que les campagnes violentes qu'ils mènent contre les classiques révolutionnaires de gauche. Cela fait que les conservateurs, qui n'aiment pas beaucoup la violence des extrémistes de droite, goûtent leurs principes «sains» tout en ignorant la nature de ces principes. Tacitement, ils comptent sur eux tout en blamant leurs excès et en professant de ne pas les prendre au sérieux. C'est peut-être là encore un des paradoxes de la situation: le péril d'extrême droite n'est pas pris au sérieux dans des cercles bien-pensants, celui d'extrême gauche l'est toujours.

Et pourtant l'ironie de ce péril de gauche dont l'idée a présidé beaucoup plus aux destinées de la République qu'on ne l'a dit – l'ironie de la carrière de la gauche socialiste, c'est qu'elle commença à briguer le pouvoir juste au moment quand la base d'une politique de classe s'effritait. Et on verra bientôt comment, dans une société où les distinctions et les doctrines de classe avaient existé bien longtemps avant Marx, la classe qui devait en bénéficier théoriquement à son tour et dont les théoristes continuèrent à proclamer ou à craindre la victoire prochaine, se trouva sur la défensive précisément au moment où ses chefs voulaient prendre l'offensive.

On peut reprocher aux socialistes français après la première guerre mondiale une grande pauvreté de pensée politique, qui semble les avoir empêchés de renouveler théories et doctrine sur la base de nouvelles analyses de la situation. Il se peut que l'orientation internationale du socialisme, loin d'encourager une analyse comparative, ne fit que fournir des arguments simplistes pour démontrer l'inévitabilité d'un processus qui, apparent ailleurs, pouvait ainsi être attendu avec confiance en France aussi. Ce n'était pourtant pas le cas, car la situation économique et sociale de la France, et donc ses perspectives politiques, n'étaient pas les mêmes que celles de l'Allemagne ou de l'Angleterre.

En Angleterre, les tenants d'une tradition politico-sociale particulière avaient formulé des réformes économiques et politiques bien avant l'arrivée au pouvoir du parti travailliste. L'action ou la pression de la classe ouvrière s'étaient exercées à un moment où elle n'avait pas encore l'habitude de la violence et des grands mouvements de masse destructeurs et incohérents, c'est-à-dire avant la modernisation de la société et l'adoucissement de ses moeurs à la fin du siècle dernier. En Allemagne, d'autre part, des gouvernements paternalistes et autoritaires avaient introduit bien avant 1914 des mesures sociales suffisantes pour briser l'élan révolutionnaire des classes ouvrières, tandis qu'un mélange de grand capitalisme brutal et de crise économique empêchait la petite bourgeoisie de dominer et de figer la struc-

ture économique et politique du pays. La faute première des Français fut de croire que l'expérience d'un autre siècle et d'autres niveaux d'organisation technique et politique pouvait s'appliquer à une situation nouvelle et particulière. Il s'agit du genre de mécompte que des soldats commettent en préparant la guerre à venir avec les leçons des guerres passées. En France, la condition de la classe ouvrière au début du vingtième siècle se prêtait bien à une analyse marxiste; mais l'arrêt du développement économique qui avait fourni la base d'une théorie marxiste, c'est-à-dire le commencement d'embourgeoisement du prolétariat au lieu de son appauvrissement, survint au moment où les socialistes arrivaient en tête des forces de gauche. La dialectique révolutionnaire historique et familière ne fonctionnait plus ou ne fonctionnait qu'avec grande difficulté: La «révolution» était stabilisée à un stage libéral ou girondin et, tandis que les marxistes continuaient à escompter une révolution jacobine, les pressions qu'on pourrait bien appeler «jacobines» n'opéraient plus dans un sens radical, mais dans un sens réactionnaire. Quand les jacobines nouveau-style opposaient l'état libéral auquel la plupart des conservateurs avaient fini par se rallier, ce n'était pas dans l'espoir d'une nouvelle direction socialiste, mais pour l'entraîner en arrière ou le faire lâcher prise. La vieille opposition entre républicains «qui sont pour des réformes radicales» et républicains «qui sont pour des réformes en temps opportun» – entre radicaux et opportunistes – se renouvelait à une génération d'intervalle. Mais les nouveaux opportunistes englobaient la majorité de l'ancienne classe révolutionnaire; et les socialistes, aussi longtemps qu'ils se voulaient radicaux, étaient isolés dans une société où leurs anciens alliés bourgeois avaient passé au conservatisme et où les anciennes troupes jacobines du «peuple» révélaient d'inquiétantes proclivités de réaction – nationalisme, bonapartisme...

La nouveauté après 1917 est fournie par la naissance et la lente ascension du parti communiste, qui à la fois complique et simplifie la situation. En reconstituant un parti vraiment révolutionnaire de gauche, le communisme, bien entendu, pousse tous les autres partis vers la droite; il divise encore plus la gauche et rend désormais impossible une majorité durable ou une action d'ensemble qui soit à la fois cohérente et effective; enfin, il justifie plus que jamais l'activité des organismes d'extrême droite qui, sans son existence, auraient eu beaucoup plus de peine à susciter la sympathie et l'appui du public bien-pensant.¹ Le communisme ayant renouvelé un socialisme que la

¹ Il ne s'agit pas de savoir si, après l'établissement d'un parti d'extrême-gauche inféodé à une puissance étrangère, la possibilité d'une vraie union des gauches existait encore. Dans les limites de cette étude, je me borne à constater l'effet de l'existence du P.C. sur l'orientation du pays vers la droite. Il serait facile d'expliquer la crainte et la méfiance des

durée avait embourgeoisé, la droite, même au pouvoir, ne pouvait pas réagir contre ses propres ultras comme contre ceux du camp opposé. Et cette réaction s'accroît pendant les années trente, surtout après le choc des élections de 1936. La prolifération des ligues d'inspiration fasciste est le reflet de ces pressions sociales dans une période de crise économique et politique prolongée, et prolongée sans doute en bonne partie par l'incapacité des participants d'y voir clair.

Les circonstances de l'apparition des ligues d'inspiration fasciste sont d'ailleurs assez significatives. A la fin de la guerre, la seule ligue nationaliste qui comptait était l'Action Française royaliste. Ses chefs - Charles Maurras, Léon Daudet et Jacques Bainville - avaient une grande influence intellectuelle, son journal avait un des plus hauts tirages de toutes les feuilles d'opinion, son prestige était rehaussé par le succès de ses campagnes patriotiques et par l'héroïsme de ses ligueurs.¹ Le premier livre en langue française sur la doctrine fasciste - *Le Fascisme* de Pietro Gorgolini - fut publié en 1922 par la Nouvelle Librairie Nationale de l'Action Française. Deux ans plus tard, un journal de gauche, *Le Quotidien* du 11 février 1924, devait encore affirmer que «le fascisme a simplement fait sienne la doctrine du nationalisme intégral [de Maurras].» Il y avait, donc, en ce moment en France beaucoup d'intérêt, des sympathies, des ressemblances, mais pas de fascisme: simplement un nationalisme du cru.

On peut dater le changement avec quelque exactitude: il commence le dimanche 23 novembre 1924, quand le transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon donna occasion à une vaste et impressionnante manifestation socialiste et communiste qui fit peur aux bien-pensants. Le gouvernement du Cartel des gauches, récemment élu, paraissait incapable de défendre la bourgeoisie contre la menace sociale que représentaient les centaines de drapeaux rouges, les milliers de casquettes, qui avaient coulé lentement, puissamment le long du boulevard Saint-Michel et de la rue Soufflot. Pour Gustave Hervé, «la forêt de drapeaux rouges» suivait «l'enterrement de la bourgeoisie». Pour un autre vieux Parisien, c'était «l'impression que nous étions au premier jour d'une révolution.» Comme Maurice Pujo allait le constater un an plus tard, devant le congrès annuel de l'Action Française, «la menace révolutionnaire est apparue alors à tous les yeux, et l'alarme

communistes ressenties par les autres partis et surtout par leur voisins de gauche, immédiatement menacés par la surenchère communiste, doutant avec raison de leur bonne foi. Il va sans dire que la part du P.C. dans le malaise de la gauche a été essentielle et l'est encore, mais ce n'est pas là le sujet de ces pages.

¹ 2500 Camelots du Roi étaient morts en action ou de ses suites, 5000 avaient été blessés, cités ou décorés.

jetée a provoqué la constitution, tant à Paris que dans les provinces, de nombreux groupements de défense sociale et nationale.»¹

Ce fut «le moment du grand recrutement des groupements patriotiques». Dans quelques jours se fondent la Ligue Républicaine Nationale de Millerand, président évincé mais respectable, et les Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger, tout aussi respectable mais moins respecté. Bientôt, Georges Valois quittera l'Action Française pour fonder le Faisceau. En province, se créent des comités de défense de toute sorte, telle cette Ligue d'ordre et de la conservation sociale, d'Amiens, qui avait recueilli quinze cent adhésions au début de décembre. Mais les ligues sont surtout un phénomène Parisien, et ce fut le recrutement de l'Action Française qui bénéficia le plus de ce redressement.² Quant aux autres groupements, plus proprement fascistes, ils n'allèrent pas loin: tout danger d'une gauche agissante ayant disparu, l'effroi bourgeois s'évanouit, le support des ligues s'amincit, leurs rangs déjà assez maigres rétrécirent encore et, bientôt, un journaliste de centre-gauche pouvait jubiler que «le fascisme et la réaction sont écrasés.»³ C'était, au contraire, parce que la réaction se portait bien que le fascisme diminuait.

Les ligues ne reprirent vraiment leur activité qu'au début des années trente, et surtout avec la venue de la crise en 1932-33. La plus agissante était toujours l'Action Française, dont les troupes de choc – Camelots, Commissaires et groupes d'Étudiants, vaillants baroudeurs pour certains, jeunes voyous pour d'autres – tenaient solidement le Quartier Latin, et dont le déclenchement des émeutes de janvier-février 1934 est un des exploits. Mais l'organisation qui connut le succès le plus rétentissant pendant ce temps fut celle des Croix de Feu (plus tard le Parti Social Français) qui, dans les mains expertes du Colonel Comte de la Rocque, prit des proportions impressionnantes.⁴ En 1935, le Colonel proclamait avoir quatre cent mille adhérents et un observateur bien informé estimait à deux cent mille les membres payant une cotisation, les militants mâles et physiquement aptes entrant pour moitié dans ce chiffre.⁵ La ligue avait ses troupes de choc appelées Dispos (Disponibles); elle organisait des manœuvres

¹ La Victoire, 24 novembre 1924; Le Rappel, 24 novembre 1924; L'Action française, 1 décembre 1925.

² Cf. *l'Humanité*, 4 décembre 1924; *l'Action française*, 15 décembre 1924; *Paris-Centre*, 27 décembre 1924; Ybarnégaray, *Journal Officiel, Chambre*, 29 décembre 1924.

³ Eugène Lautier, *L'Homme Libre*, 29 Mars 1926.

⁴ On dit que Doumergue offrit un poste élevé à de la Rocque, qui avait joué un rôle central dans les événements de février 1934. Cf. P. Chopine, *Six ans chez les Croix de Feu*, Paris 1935, p. 118. On avait confié à Chopine la propagande de la Ligue et l'organisation de ses escouades de choc.

⁵ J.-M. Hermann, dans sa préface à Chopine, op. cit., p. 22.

pour lesquelles des centaines ou des milliers d'adhérents étaient mobilisés et se déplaçaient rapidement par transport automobile, quelquefois même par avion; et elle se vantait de son état-major, de ses armements, et des moyens logistiques dont elle disposerait pour mener à bien ses plans.

On a tendance à sousestimer le nombre d'adhérents de tous ces mouvements, nombre qu'il est d'ailleurs impossible de connaître exactement. Il semble pourtant qu'au moment du Six Février l'Action Française comptait entre soixante et soixante-dix mille ligueurs, dont peut-être mille ou quinze cent Camelots à Paris. Si on compare ces chiffres avec celles des communistes dont le parti comptait un effectif d'environ quarante mille et les Jeunesses trois mille cinq cent adhérents, dont quatre ou cinq cent à Paris; si on les compare avec les quelques cent trente mille adhérents de l'S.F.I.O.; alors on se rend compte que les militants d'extrême droite n'étaient nullement inférieurs en nombre à ceux d'extrême gauche.¹

Beaucoup d'éléments jeunes allaient aussi aux autres ligues – Jeunes Patriotes, Francistes de Marcel Bucard, Solidarité Française de Jean Renaud. Mais aucune de ces dernières ne semble avoir compté plus de vingt mille membres. Aussi, et surtout après le Six Février, la plupart des jeunes qui cherchaient un changement et un chef se tournèrent vers les Croix de Feu.

Il ne semble pas que les maîtres que suivaient ces jeunes gens aient été résolus ou révolutionnaire. Liés avec le monde de la finance, souvent conseillers municipaux et même députés, ces hommes évoluaient dans la bonne société, ils étaient en excellents termes avec les milieux parlementaires, ils échangeaient des faveurs avec le régime.² Et même après l'apparente dissolution des ligues, à la suite d'un débat au cours duquel leurs chefs acceptèrent poliment cette mesure (décembre 1935), les hommes de cette droite proto-fasciste s'en tirèrent beaucoup mieux que ceux de la gauche intransigeante. Ainsi, comme le fait remarquer Pierre Danos dans *Juin 36* (p. 236), en juin 1938, tandis que de la Rocque, reconnu coupable d'avoir reconstitué une

¹ Nos témoignages sont vagues et peu sûrs: cf., pourtant, l'Action française du 7 mars et 18 avril, 1934; le Figaro, 26 mai, 1934; le Temps, 19-21 avril 1935; Commission d'Enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934, Paris 1934: déposition Perrier, 6 mars 1934.

² Ainsi, les forces de droite prirent soin que les menaces de leurs chefs fussent adoucies dans les communiqués de presse. Laval rend ce service au Colonel de la Rocque: cf. A. Mallet, Pierre Laval, Paris 1954, vol. I, p. 116. D'autre part, au débat sur les ligues qui eut lieu à la Chambre le 3 décembre 1935, on cite une conversation au cours de laquelle Paganon, Ministre de l'Intérieur, demanda au Colonel de la Rocque «d'user de son influence sur ses adhérents, très nombreux en Algérie, pour que le bon ordre ne soit pas troublé». (Applaudissements à droite et au centre. Vives exclamations à gauche et à l'extrême gauche.)

ligue dissoute, était condamné à une légère amende au lieu de la peine de prison prévue par la loi, les chefs du Parti Populaire Algérien, qui avait fait partie du Front Populaire, reconnus coupables du même délit, furent condamnés à plusieurs années de prison.

On peut présumer que les ligues trouvèrent grâce aux yeux de la droite bien-pensante dans la mesure où elles ne devenaient pas trop puissantes (ce qui, les Croix de Feu mis à part, n'arriva jamais) et où leurs chefs fournissaient, par leur personnalité ou leurs relations, quelques assurances quant à leurs intentions. Ceci établi, il semblait qu'ils puissent utilement faire contrepoids à la menace de révolution venant de la gauche; leur violence, assaisonnée de slogans patriotiques, passerait mieux que celle des ouvriers, et leurs idées paraîtraient plus acceptables considérant les préjugés existants de la bourgeoisie. Socialement et de beaucoup d'autres façons, les différences entre la plupart des chefs d'extrême droite et de leurs voisins modérés devaient aller en s'estompant.

Les choses se compliquaient encore plus quand des hommes de cette espèce se comptaient parmi les hommes de gauche. Ainsi, en 1937, Adrien Marquet qui avait fait campagne sur le slogan: «Ordre, Autorité, Nation» et qui, depuis 1933, s'était toujours plus rapproché du fascisme, était encore assis à la gauche de la Chambre. Cela vaut la peine de considérer combien d'adhérents de la «gauche» étaient logés à la même enseigne: un compte par tête pourrait amener d'intéressants résultats, commençant par l'élimination d'une trentaine de néo-Socialistes qui y apparaissaient souvent. Et en même temps que la gauche était parsemée d'hommes de droite, elle subissait aussi l'effet de quelques-unes de leurs idées. Ainsi, 1938-39 semble avoir connu une poussée d'anti-sémitisme, même parmi les membres du parti Socialiste, et, après une réunion où il s'était vertement disputé avec Salomon Grumbach et Jules Moch, on avait entendu le député socialiste Chouffet grommeler: «J'en ai assez de la dictature juive sur le parti. Le socialisme n'est pas un ghetto. Je ne marche pas, moi, pour la guerre juive.»¹

¹ Debu-Bridel, *op.cit.*, p. 483; cf. aussi L'Appel, 14 novembre 1933, de l'ancien socialiste Compère-Morel. Après Munich l'antisémitisme fit de grands progrès: Juliette Pary, *L'Amour des camarades*, Lille 1948, p. 215, raconte comment dans un foyer de chômeurs où elle travaillait «quinze chômeurs sur vingt font une profession de foi antisémite. Deux seulement connaissent des juifs». C'est qu'on regardait juifs, tchèques et communistes comme responsables de la tension internationale. D'ailleurs pourquoi un socialiste ne serait-il pas antisémite quand il y a des juifs qui le sont? Cf. *l'Action française*, 4 mars 1919, 31 octobre 1919, 10 janvier 1922, et *passim*. Les socialistes n'avaient pas non plus échappé à l'influence des radicaux anti-communistes: cf. Eugène Frot cité par R. Manévy, *Histoire de la Presse, 1914-1939*, Paris 1945, p. 310 et *ibid.*, pp. 262-63.

Il n'est pas douteux que les critiques persistantes et la propagande de la presse entraînent pour beaucoup dans cette attitude «yeux à droite». Raymond Manévy attribue le climat, qui aboutit aux émeutes de février 1934, en grande part, à l'influence anti-parlementaire, à longue échéance, de la presse. La presse provinciale était rarement anti-parlementaire. Mais «l'anti-partlementarisme faisait partie de l'esprit parisien. Comme l'antisémitisme.» Parmi les journalistes qui partageaient cette croyance, il cite, bien sur, Daudet et Maurras dans l'*Action Française*, mais aussi Camille Aymard dans *La Liberté*, Léon Bailby dans l'*Intransigeant*, Jacques Roujon et les autres collaborateurs de l'*Ami du Peuple*, Gustave Hervé dans *La Victoire*, aussi bien que les communistes de l'*Humanité*. Dans la presse populaire, plus généralement lue que les journaux d'opinion, il relève les noms de Clément Vautel dans *Le Journal* et de Louis Forest dans *Le Matin*, auxquels il ajoute tout un groupe d'hebdomadaires comprenant *Candide*, *Gringoire*, *Cri de Paris*, *Aux Écoutes*, *Fantasio* et *Le Rire*.

Il est probable qu'une étude portant sur cette question confirmerait le jugement de Manévy. Un coup d'oeil sur la presse parisienne des années 20 montre que tous les journaux du soir étaient à droite. L'*Intransigeant*, *La Presse*, *La Liberté*, soutenaient tous Mussolini; *La Liberté* ayant passé pendant un certain temps pour le porte-parole de Tardieu et ouvert ses colonnes à des nationalistes tels que Désiré Ferry et Pierre Taittinger, tous deux finalement ralliés au P.S.F. vers 1935, Eugène Merle avait lancé *Paris-Soir* pour représenter la gauche, mais, à court de fonds, il fut bientôt forcé de le laisser aux mains du *Journal*, étroitement lié aux intérêts du gros capital de l'Agence Havas. Parmi les journaux du matin, *Le Quotidien* de Henri Dumay avait représenté le Cartel des Gauches et certains attribuèrent la victoire du Cartel en 1924 à ses heureux efforts. *Le Quotidien* s'affirmait comme le porte-parole d'un point de vue qui, en dehors de lui, était mal représenté puisque les autres journaux du matin, connus sous le nom des Cinq Grands – *Journal*, *Matin*, *Petit Parisien*, *Petit Journal*, et *Echo de Paris* – représentaient le centre ou la droite. Cependant, peu après 1924, *Le Quotidien* commença lui aussi à virer de bord quand le riche politicien et affairiste, Jean Hennessy¹, devint son bailleur de fonds. *Le Quotidien* ne survécut pas comme journal de gauche à son patronage.

En 1928, un autre millionnaire, François Coty, qui contrôlait déjà *Le Figaro*, fonda le fameux *Ami du Peuple* pour y donner libre cours à

¹ P. Frédéric, *État des forces en France*, Paris 1935, p. 181, remarque que Hennessy, «maître du Quotidien», essayait autour de 1933 de monter un parti Social-National, mais avec aussi peu de succès que Coty. Le parti Social-National ne doit pas être confondu avec les Socialistes Nationaux de Gustave Hervé, qui n'avaient pas eu plus de succès à la fin des années 20.

ses vues francistes. Mais, sous la direction de Coty, même *Le Figaro*, «journal de la grande bourgeoisie», comme l'appelle Manévy, était foncièrement réactionnaire. Ainsi, quand Einstein quitta l'Allemagne en 1933, et qu'Anatole de Monzie, alors Ministre de l'Éducation, lui offrit la chaire de Physique Mathématique au Collège de France, *Le Figaro* (18 mai 1933) attaqua les deux hommes dans un article intitulé «Le communisme au Collège de France». «Le professeur Einstein», avançait-il, «est un communiste militant», et quant à de Monzie, il se vit traiter d'«agent soviétique le plus actif en France». Evidemment, cela s'appliquait aussi bien à Monzie qu'à Eisenhower. Après la mort de Coty, ses entreprises passèrent aux mains de sa veuve, Mme Yvonne Cotnăreanu, qui, en 1936, contrôlait *Le Figaro*, *l'Ami du Peuple* et *Le Journal des Débats*, qui restèrent tous bien à la droite du centre.

Excepté *l'Echo de Paris*, qui se tenait traditionnellement à droite, sa ligne posée par la tradition de Barrès et de Bourget, les quatre autres grands quotidiens affectaient une certaine neutralité. Cependant, la réalité était tout autre. *Le Journal*, comme on l'a dit plus haut, était sous le contrôle de l'Agence Havas. La rubrique de politique étrangère y était aux mains de Saint-Brice, en fait Louis de Saint-Victor de Saint-Blancard, qui collaborait aussi régulièrement au *Flambeau* de La Rocque. *Le Matin* appartenait à la famille Bunau-Varilla qui avait fait sa fortune au bon vieux temps de la Compagnie du Canal de Panama. Philippe Bunau-Varilla, le fondateur de la prospérité familiale, s'était déplacé vers la droite au fur et à mesure qu'il s'était enrichi. A la fin du siècle dernier, il s'était présenté à la Chambre comme radical; vers 1930 il était devenu, comme beaucoup d'anciens radicaux, extrêmement conservateur et il en était de même des sympathies politiques de son journal. *Le Petit Parisien* était aux mains de la famille Dupuy. Bien que les Dupuy eux-mêmes se soient toujours tenus à droite du centre même avant 1914, le journal garda longtemps un certain ton de radicalisme populaire qui disparut graduellement avec l'éloignement des années de guerre. Le gendre de Jean Dupuy, François Arago, était devenu chef de l'Union Nationale après 1919, ce qui dut quelque peu affecter la politique du journal familial. Mais le coup de grâce porté au vieux radicalisme, dont il restait quelque trace, eut lieu en 1931, quand Gladys Dupuy épousa le Prince Guy de Polignac, et les ambitions sociales de la famille décidèrent de l'attitude de ses nombreuses entreprises (le *Petit Parisien* venait en tête d'un large éventail de périodiques populaires qui comprenait tous les *Miroirs – du monde, de la route, des sports, et Ciné, Nos Loisirs, l'Agriculture Nouvelle, Je fais tout, Science et Vie, Dimanche Illustré*, et le mondain *Excelsior*).

Seul, *Le Petit Journal* pouvait se vanter d'une carrière plus mouve-

mentée. Assez proche de ses semblables entre 1920 et 1930, sous le contrôle de Loucheur et dirigé pour un temps par un ami de Laval, Albert Mallet, il fut acheté, vers 1930, par Raymond Patenôtre qui soutint avec la même fougue les idées de bi-métallisme et de Front Populaire. Cela ne fut cependant qu'un intermède. A un certain moment entre 1936 et 1937, Patenôtre le vendit à un groupe anonyme de droite, auquel Laval était censé appartenir, et qui avait déjà acquis en octobre 1936, les hebdomadaires populaires *Vu* et *Lu*, qu'il passa alors à Albert Mallet. Quoiqu'il en soit, en juillet 1937, la direction politique du *Petit Journal* était confiée au Colonel de la Rocque.¹

La gauche pouvait difficilement se mesurer à la large distribution des journaux conservateurs – au moins à Paris. Il y avait, bien sûr, les organes de partis: *L'Humanité*, communiste depuis 1920, *Le Populaire* de la S.F.I.O., et *Le Peuple* syndicaliste; il y avait, tenant ferme sur ses vieilles positions radicales, *L'Ordre*, dirigé par un ex-Socialiste et ancien collaborateur de Clemenceau, Emile Buré; il y avait aussi certaines feuilles d'opinion comme *l'Oeuvre* et *La République* généralement considérées comme ayant des sympathies pour la gauche. Cependant, le premier, comme le dit Manévy: «était moins un journal politique qu'un journal rédigé par des gens d'esprit» (Gustave Téry l'avait lancé vers la fin de la guerre, avec le slogan «Les imbéciles ne lisent pas *l'Oeuvre*»). Quant au second qui s'intitulait «quotidien de combat radical et socialiste», il était dirigé par Emile Roche, président de la fédération radicale du Nord, mais aussi de plusieurs grandes entreprises, et qui collaborait fréquemment à l'oracle financier conservateur, *Le Capital*. *Le Radical* allait jouer un rôle intéressant dans le démantèlement du Front Populaire. Ce fut dans ses colonnes que, tout au long de juillet 1936, Roche, Eugène Frot et Pierre Dominique menèrent une offensive anti-communiste. Il semble qu'elle arrivât trop tôt pour se révéler efficace et son résultat immédiat ne dépassa pas le stade d'une aigre polémique et un échange d'accusations entre la *République* et *l'Humanité*. Mais elle fournit une indication significative de l'attitude équivoque de bien des journaux «radicaux et socialistes» envers leurs ennemis de gauche.

La gauche n'avait pas plus de place parmi les périodiques qu'elle n'en avait parmi les quotidiens. Des grandes revues politiques hebdomadaires, *Candide* et *Gringoire* étaient à droite, *Marianne* à gauche. La première était publiée par Arthème Fayard, dont l'un des fils, Jean, bon ami de l'Action Française, devait plus tard se rapprocher des Croix de Feu. On ne peut douter des sympathies de Fayard lui-

¹ Hamon, op.cit., vol. III, p. 14. Patenôtre, lui-même, était loin d'être un homme de gauche: cf. R. Barillon, *Le cas Paris-Soir*, Paris 1959.

même, puisqu'il publia aussi *Je suis Partout*. *Gringoire* appartenait au «rastaquouère» corse Horace de Carbuccia, qui avait épousé une fille de Mme. Jean Chiappe. Relativement peu engagé avant 1934, Carbuccia se tourna résolument vers l'extrême droite, suivant les traces de son beau-père, entraînant dans sa nouvelle direction les publications qu'il dirigeait et qui comprenaient, outre *Gringoire*, la *Revue de France*, les *Editions de France*, et la *Société française de publications et d'éditions*.

On trouve que les hebdomadaires illustrés étaient soit neutres soit sympathisants avec la droite; il est certain que, jusqu'à ce que *Match* apparaisse au moment de Munich, aucun hebdomadaire illustré populaire ne semble s'être fait le champion de la cause anti-fasciste.

On peut très bien se rendre compte des sympathies dont bénéficiaient les puissances fascistes en étudiant les positions de la presse sur les questions cruciales des sanctions contre l'Italie en 1935 et de l'aide à la Tchécoslovaquie en 1938. Dans le premier cas, presque toute la presse soutint Laval. Je n'ai trouvé, contre lui, parmi les quotidiens parisiens, que *L'Humanité*, *Le Populaire* et *L'Ordre*. *L'Echo de Paris* se partageait entre ses deux principaux commentateurs politiques – Henry de Kérillis qui prit le parti de Laval et Pertinax qui se prononça pour les sanctions. Quant aux hebdomadaires, eux aussi penchaient nettement vers la droite, si bien que les sympathisants de l'autre camp en furent réduits à acheter ou à fonder des publications dans lesquelles ils pourraient se faire entendre. Ainsi, en janvier 1936, Raymond Philippe acheta *l'Europe Nouvelle* où Pertinax remplaça désormais Alfred Fabre-Luce; et le 8 novembre de la même année apparut la publication délibérément anti-fasciste *Vendredi*. Au moment de la crise tchèque, une hostilité déclarée contre la brutalité des Tchèques et l'idée de faire la guerre pour eux, fut affichée par un grand nombre de journaux, hebdomadaires et quotidiens, allant de *L'Action Française* et *Je suis Partout*, en passant par des journaux comme *L'Information* (Fernand de Brinon) et *Le Jour* (M. A. Piétri) jusqu'à *Les Nouveaux Temps* (Luchaire) et Prété dans le journal syndicaliste, *Le Peuple*. Il ne s'agit pas non plus de s'imaginer la presse, coupée de l'opinion publique réelle, cherchant à faire pression sur un public réticent. Il n'y a pas de doute que la plupart des Français ne voulaient pas la guerre et qu'ils furent très soulagés lorsqu'elle sembla devoir être évitée à Munich. De même, dans le cas des sanctions, un large sondage d'opinion mené par *Le Petit Journal* montra une proportion de presque deux pour un en faveur de la neutralité complète.¹

¹ L'enquête se fit de septembre à octobre 1935, avec la publication quotidienne de lettres et d'interviews des deux camps. Des journaux de province, en Bretagne, à Lyon, à Nice, dans la Sarthe, y prirent part à leur tour. Les résultats furent les suivants :

Il peut sembler injuste de mentionner les problèmes qui touchaient à la guerre, comme preuve de l'orientation du pays. Il y avait des pacifistes anti-fascistes, il y avait des ennemis de l'Allemagne qui, pour cette raison, voulaient une alliance avec l'Italie, il y avait de bons démocrates pour lesquels la Bohême était très loin, ignorée et irréaliste. Le refus de Marcel Déat de mourir pour Danzig était assez compréhensible quand on considérait la chose à sa juste valeur, et justifié aussi s'il n'avait pas impliqué l'affirmation plus subtile d'une sympathie pour ceux qui convoitaient la ville. Il n'est pas étonnant que les gens aient été embarrassés – et plus encore depuis que les relations droite-gauche s'étaient compliquées du fait que la majorité de la gauche, qui jusqu'à 1933 avait été largement pacifiste, internationaliste et germanophile, tendit, après 1933, à être germanophobe et de plus en plus belliqueuse. Mais on trouvait aussi des pacifistes à droite et au centre – des hommes comme Caillaux, Laval et de Monzie – auxquels se joignaient un nombre croissant de socialistes et d'ex-socialistes qui plaçaient la paix avant l'anti-fascisme. Ces alignements ne respectaient pas le découpage des partis si bien que, en 1935-36, les partisans des sanctions comprenaient: Paul Reynaud, Georges Mandel (centre-droit), Yvon Delbos (radical), Blum et Auriol (S.F.I.O.), tandis que leurs adversaires comprenaient Louis Marin et André Tardieu (centre-droit), Chautemps et Daladier (radicaux) et Paul Faure (S.F.I.O.). Au moment de Munich, comme le dit Debu-Bridel, «Parler de partis était impossible, il n'existait plus que des factions.»

Et cependant, quelque soit la confusion et quelqu'en soient les motifs, il n'en reste pas moins que la majorité des Français, loin de ne pas voir d'ennemis à gauche, regardaient dans cette direction avec crainte et méfiance, et considéraient l'extrême gauche comme une source de révolution sociale ou de guerre. Les résultats des élections ne démentent pas cette tendance à se méfier de l'extrême gauche plus que de l'extrême droite: un rapide coup d'oeil aux résultats électoraux montre que la droite et le centre récoltèrent une nette majorité des voix à toutes les élections entre 1893 et 1924.¹

Pour la neutralité complète	556.013
Pour des sanctions économiques	322.594
Pour des sanctions militaires si nécessaires	11.209

¹ Je me suis servi des chiffres approximatifs donnés par Campbell, *op.cit.*, pp. 81-101 *passim*, où nous voyions classés à droite «tous les membres de la Fédération républicaine ou de la Fédération de gauche, tous ceux 'de droite', tous les Conservateurs, Progressistes, Libéraux, Républicains progressistes, Républicains libéraux, Républicains de gauche, Républicains indépendants et Républicains démocrates». Ceci en 1914. Cependant, comme le remarque Goguel, *Géographie des Elections françaises de 1870 à 1951*, Paris 1951, pp. 42, 44, 46, après la guerre il faut compter ensemble le centre et la droite.

C'est en 1928 que, pour la première fois, la droite et le centre-droit semblent obtenir une minorité des voix bien que, même alors, leur extraordinaire discipline leur ait assuré une majorité des sièges à la Chambre. Cependant, s'arrêter à cela serait ignorer le caractère de plus en plus modéré du parti radical qui, comme nous l'avons vu, devrait plutôt être situé au centre. Si nous comptons comme tels les votes obtenus par les radicaux dans les années 20, la domination de la scène électorale et parlementaire française par la droite et le centre ne subit pas d'interruption jusqu'en mai 1936 ... et même alors l'interruption sera courte. Ce qui, à première vue, semble un courant vers la gauche, alors que d'abord les radicaux, puis les socialistes, accèdent aux places du pouvoir, se révèle être, après un examen plus approfondi, le résultat non pas d'un changement vers la gauche dans le goût politique du pays, mais d'un changement vers la droite parmi les partis qui accèdent au pouvoir. En d'autres termes, un parti «de gauche» devient «gouvernemental» avant d'entrer au gouvernement, et modéré une fois qu'il y est.

On pense aux conseils que Laval prodiguait au jeune Debu-Bridel, quand celui-ci fit ses débuts politiques en 1932 comme candidat de droite: «Il ne faut jamais démarrer à droite, lui dit Laval. C'est mauvais. Il faut partir à gauche... le plus à gauche possible... Puis on revient, on revient... pas trop vite. Il faut faire peur d'abord, c'est nécessaire pour réussir.»¹

IV. «*Le gouvernement des centres s'opposant aux extrêmes*» - JACQUES FAUVET
«*Le Centre n'existe pas*» - ANDRÉ SIEGFRIED

Tout ceci ne doit pourtant pas être vu que sous son aspect politique, car les développements politiques sont eux-mêmes la réflexion non pas de complots sournois ourdis dans les coulisses parlementaires ou de tactiques retorses imaginées par des politiciens opportunistes, mais de la réponse, tardive et hésitante, à des changements de fond de la réalité économique et sociale du pays qui sont, eux, responsables de ce déplacement du centre de gravité politique dont parlait René Rémond. Ceci ne fait que déplacer la question car, évidemment, il sera tout aussi difficile d'expliquer les changements survenus dans le comportement social de la société Française que dans son expression politique. Il se peut pourtant que, à déplacer la question, on gagnera à y voir plus clair – sinon les réponses, du moins les problèmes que je ne ferai qu'effleurer.

L'évolution que nous venons de suivre est le produit de deux facteurs dont l'un dépend de l'autre. Il y a d'abord la peur d'un péril communiste (ou bolchevik – pour lui donner son appellation d'alors).

¹ Debu-Bridel, *op.cit.*, p. 131.

Il y a ensuite la grande révolution démographique et sociale qui ne commence à être étudiée que de nos jours. Il est clair que l'opposition au communisme a souvent reconcilié d'anciens adversaires: ainsi, en 1919, beaucoup de radicaux se rapprochèrent des modérés et figurèrent sur les listes du Bloc National pas tant par roublardise électorale que par méfiance d'un socialisme intransigeant et moscou-taire. Mais en 1924, la réconciliation des anciens alliés qui mena au fameux Cartel fut elle-même une conséquence de la scission de Tours qui, en 1920, avait rejeté les socialistes vers leur droite. Le Cartel qui «triompha» en 1924 était celui d'une gauche très mitigée, amputée sur sa propre gauche, et représentait surtout une commune méfiance du parti révolutionnaire, méfiance qui avait permis aux anciens partisans de la révolution de se rejoindre dans un commun antagonisme dirigé non pas seulement vers l'ennemi traditionnel de droite mais aussi, et parfois surtout, vers le voisin inquiétant de gauche.

Ainsi, en juin 1921, aux élections sénatoriales dans le département de l'Isère, au moment du ballottage, les socialistes avaient déjà voté pour le candidat radical-socialiste, tandis que les communistes maintenaient leur propre candidat. *L'Ere Nouvelle* (14 juin 1921), journal de gauche, commente: «L'unité des gauches (communistes exceptés)... tend à se réaliser sous la pression des circonstances, partout où le danger réactionnaire est certain...» Ce dernier point reflète le besoin de justifier l'entente des deux partis par les invocations traditionnelles. En fait, socialistes et radicaux se rejoignaient sur un terrain modéré, unis contre les extrêmes et de droite et de gauche. Laquelle des deux semblait plus menaçante allait ressortir quelques mois plus tard, en novembre 1921, dans une élection municipale du quartier de la Santé, à Paris, qui fit quelque bruit en son temps. Contre le candidat communiste, Badina, un des «héros de la Mer Noire», les socialistes soutinrent le radical, Pouthier, tout en sachant, comme l'*Action française* (20 novembre 1920) ne manquait pas de leur rappeler, que cet honnête bourgeois ne pouvait être élu qu'avec les voix de la droite. *Le Journal du Peuple*, d'un autre bord, exprimait la même vérité plus méchamment: «Tous les curés de la Santé voteront pour M. Pouthier», écrivait le 19 novembre Alexandre Blanc. Mais la haine des communistes n'allait s'atténuer que lentement et des rancunes tenaces persistèrent jusqu'au sein du Front Populaire. Ce fut le candidat radical-socialiste dans la deuxième circonscription d'Evreux qui, en 1936, s'attaqua au Front auquel appartenait son propre parti: «Il a été créé par les communistes qui en restent les animateurs et aussi, en cas de triomphe, en seront les bénéficiaires. Dans un proche avenir, ils instaureront en France une dictature des Soviets comme en Russie.»¹

¹ G. Dupeux, *Le Front Populaire et les Élections de 1936*, Paris 1959, pp. 119-20, n. 31.

Comment se fait-il, pourtant, que les partis de la révolution et du mouvement régimbaient contre la tentation communiste, que leurs troupes, au lieu d'applaudir l'appel de Moscou s'en méfiaient et s'effrayaient au point de pactiser, ouvertement ou non, avec leurs anciens ennemis? Quelles étaient ces troupes socialistes et radicales, si peu socialistes, si peu radicales; et pourquoi, dans un pays industrialisé, la gauche officielle, aussitôt mise au pied du mur par un appel révolutionnaire, non seulement s'esquivaient mais tentait en général de réduire et anéantir les partisans de cette révolution?

Nous arrivons ici à un point encore mal éclairé de l'histoire sociale de l'entre-deux guerres. Car il ne suffit pas de dire que des bourgeois nantis sont, à un moment donné, passés du parti du mouvement à celui de l'ordre établi. Il faut essayer de comprendre pourquoi ce parti du mouvement ne pût combler ses pertes, pourquoi ses nouvelles recrues ne suffirent pas, surtout après la première guerre mondiale, pour recréer une majorité réformatrice aussi dynamique que celle des générations précédentes. Parti de réformes politiques se basant sur la bourgeoisie au 19^e siècle, la «gauche» du 20^e siècle, socialiste ou communiste, était devenue le parti des réformes économiques et sociales se basant sur la classe ouvrière, et particulièrement sur le prolétariat industriel. La poussée socialiste à la fin du 19^e siècle, au début du 20^e siècle, se fondait sur une forte expansion de la population ouvrière, elle-même suscitée par la rapide évolution de l'industrie française pendant les vingt années avant 1914. Il est très frappant que cette évolution, tant technique que humaine, s'est beaucoup ralentie après la guerre. Dans l'ensemble, le taux de la production industrielle était en 1938 à peu près le même qu'en 1913. Aussi, le nombre d'hommes tirant leurs revenus de l'industrie et des transports était sensiblement le même en 1936, année du grand «triomphe de la gauche», qu'au début du siècle. Pour emprunter les chiffres donnés par Charles Bettelheim dans son *Bilan de l'Économie française, 1919-1946* (Paris 1947), ils étaient 7.225.000 en 1906, 8.464.000 en 1931 (y compris 329.000 chômeurs), et 7.415.000 en 1936. Entre 1866 et 1906 la population industrielle avait augmenté de 2.578.000; dans les trente années qui suivirent, années cruciales pour l'évolution politique qui nous concerne, elle n'augmenta que de 190.000.¹ Ainsi, l'expansion de l'industrie française d'après guerre, apart quelques secteurs comme

¹ Bettelheim, op.cit., p. 33. Ces chiffres, évidemment, sont sujettes à caution, ne comprenant surtout pas les ouvrières. Je n'ignore pas, non plus, les importantes variations survenues entre ces dates: significatives pour des études de détail, celles-ci ne me semblent pas affecter une discussion aussi générale que la présente. Pour plus de détails on pourrait se rapporter à, e.g., P. Combe, Niveau de vie et progrès technique en France, 1860-1939, Paris 1955; C.-J. Gignoux, L'Économie française entre les deux guerres, Paris 1942.

l'automobile et la métallurgie, ralentit ou s'arrête; l'expansion de la classe ouvrière aussi. Mais si, du moins statistiquement et en raccourci, le niveau de la production reste stable par rapport aux indices français, il recule par rapport à la production industrielle des autres pays (et ceci malgré l'accession des industries d'Alsace-Lorraine): entre 1913 et 1937 la production française recule de 27% à l'échelle mondiale, et de 37% à l'échelle européenne (y compris la Russie). En résultat, nous dit Bettelheim,

«La France a été de plus en plus amenée à s'isoler du monde. Ce repli sur soi-même, a été le fait de la plupart des pays au lendemain de la première guerre mondiale, et plus encore, au cours de la crise économique des années 1929 et suivantes, mais là encore le phénomène a pris en France une ampleur particulière.»¹

Et tandis qu'en Allemagne les mêmes écueils, le même repli, aboutissaient assez vite à une politique autarcique et impérialiste, en France les années ne firent qu'accentuer l'isolation. Regression industrielle, regression économique et politique. Expliquant la mentalité du français moyen devant le public averti du Comité national d'Etudes sociales et politiques, en février 1931, André Siegfried le définissait comme un réactionnaire social, sa tendance toute de conservation et de résistance, un homme qui craint la révolution – non pas la révolution socialiste ou communiste mais „la révolution sous la forme de la production américaine qui oblige les gens à produire.»² On peut remarquer que ce conservatisme social et économique, ce souci d'ordre, de stabilité, de protection pour ce qui est plutôt que de production, de renouvellement ou de conquête, se traduisait souvent par un certain archaïsme idéologique qui s'accomplit finalement sous Pétain dans la politique de retour à la terre, la glorification des vieilles coutumes artisanales, une *reductio ad absurdum* du souci de sécurité par la retraite si répandu pendant les années précédentes.

Ce même conservatisme social s'appliquant d'autant plus à la campagne, maintenait l'agriculture française dans ses vieilles habitudes inefficaces, ses prix au-dessus de la moyenne mondiale, ses techniques au-dessous de la moyenne occidentale. Routinière, techniquement arriérée, avec des rendements faibles et des prix de revient trop élevés, l'agriculture, nous dit Bettelheim, «a représenté dans une économie

¹ Op.cit., p. 53.

² La Vie politique actuellement en France, Paris 1931, pp. 4, 8.

française déjà sans vigueur un facteur d'archaïsme dont l'importance ne doit, en aucun cas, être sous-estimée.»¹

Donc, expansion plus lente qu'on ne pourrait croire de la classe ouvrière, conservatisme et inefficacité en industrie et agriculture – mais aussi progression de la classe moyenne. Une classe moyenne, il s'entend, prise dans un sens assez large, mais assez bourgeoise en tout cas pour être soit conservatrice, soit réactionnaire. Dans son remarquable étude de la société française, Philippe Ariès nous fait remarquer que dans la plupart des villes «pour mille habitants il y aurait 85 ouvriers de plus en 1931 qu'en 1866, mais aussi 85 bourgeois de plus (commerce, professions libérales, service public). Le monde bourgeois s'est accru dans la même proportion que le monde ouvrier. Et si la courbe de l'accroissement ouvrier est régulière de 1866 à 1931, celle de l'accroissement bourgeois se relève brusquement à partir de 1906. A dater de cette époque, la bourgeoisie pousse plus vite que le prolétariat.»² Les statistiques sont assez révélatrices en ce qui concerne le secteur le plus caractéristique de cette classe moyenne portée soit vers la défense de l'ordre établi, soit vers son changement dans une autre direction que celle de la gauche classique: le petit commerce. De 1.864.000 en 1906, le nombre des commerçants atteint 2.343.000 en 1936. Leur proportion de la population active monte de 9% en 1906 à 11.5% en 1936, tandis que leurs ventes augmentent avec grande difficulté et la marge de bénéfice est souvent infime.³ Nous nous trouvons en présence d'une classe dont les déceptions sont à l'échelle de leurs espoirs: excellent matériel pour le critique du régime républicain et parlementaire, poète de la démonologie populaire qui

¹ Op.cit., p. 31; cf. P. Ariès, *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le 18e siècle*, Paris 1948, p. 452, qui décrit le monde rural en ces termes: «En diminuant quantitativement, en se simplifiant socialement, le monde rural s'est contracté et s'est fixé. Il est devenu l'élément stabilisateur dans la vie politique de la nation...» Les paysans sont «conservateurs, hostiles au changements et aux révolutions». Rien de neuf.

² Ariès, op.cit., p. 379. Ces phénomènes ne sont pas, bien entendu, particuliers à la France seule. Ce qui semble plus spécifiquement français est la relative lenteur de croissance des «cadres» dans la période avant la deuxième guerre mondiale qui nous concerne principalement. Même ainsi, la progression permanente des classes moyennes salariées, des cadres subalternes, etc., diminuerait le nombre de voix théoriquement. (et sentimentalement) attribuées à la gauche gauchisante. Cf. F. Leridon, *Évolution de la Population active en divers pays industriels*, dans: *Population*, XIV, no. 3, juillet 1959, pp. 455-484; et aussi *Le Rôle social des cadres dans l'évolution des structures économiques*, Force Ouvrière, Paris 1960.

³ Bettelheim, op.cit., pp. 176-77; p. 177, n. 3: «Le petit commerce moderne est une des formes du chômage ou plutôt de la surpopulation. Une partie des hommes (et aussi des capitaux) qui ne trouvent plus à s'employer au sein d'une industrie stagnante s'orientent vers le petit commerce».

blâme les politiciens pourris de leurs difficultés et qui explique leur faillite par une théorie conspiratorielle de l'histoire.

Les difficultés et les archaïsmes du secteur commercial apparaissent au plus haut degré dans le domaine du revenu national. En 1913, les revenus privés augmentaient de cinq milliards par an et le rythme d'accroissement de la fortune publique et privée était rapide (entre 1900 et 1913 le revenu national augmentait de 37.7%). En 1936, la fortune privée avait diminué d'un cinquième, environ, en 23 ans; le rythme d'accroissement s'était évanoui, ou ne parvenait même pas à maintenir les fortunes privées, tandis que les dépenses publiques allaient en augmentant. «En résumé, à la veille de la guerre de 1939, la valeur vénale des fortunes privées est inférieure d'un cinquième (sur la base du coût de la vie) à celle d'avant 1914. Les revenus perçus ou distribués, sur cette même base, atteignaient avec peine le niveau de 1913, alors que les dépenses publiques ainsi que les revenus distribués par l'Etat sont en progression constante et que la population s'est accrue.»¹

Qui avait été le plus affecté par ces développements, soit directement, soit indirectement? Il s'agirait d'abord des petits rentiers pour lesquels l'effondrement brutal des valeurs étrangères, puis la lente inflation des titres d'Etat, ont souvent entraîné la paupérisation, ou du moins des grands embarras financiers. Il s'agirait ensuite des propriétaires et actionnaires de certaines entreprises industrielles lentes à se moderniser (cuirs, papiers, produits d'alimentation), atteintes par la crise (verrerie, cristaux, articles de luxe) ou encore menacées par la concurrence des grandes entreprises. Leur position économique n'a souvent pas faibli, le recul n'a été que relatif, mais ils se sentent, se savent, visés par des forces qu'ils ne comprennent pas toujours et qu'ils identifient volontiers avec quelque complot judéo-maçonnique, voir bolchevik, la plutocratie envahissante pactisant à volonté avec toutes les forces du mal déterminées à détruire ce qu'il y a de beau et de bon en France – à commencer par eux-mêmes. Et cela est souvent vrai pour les autres notables de province, accablés plus que jamais par une métropole envahissante, menacés dans leurs biens comme dans leur prestige par les nouveaux pouvoirs industriels et financiers.

La menace ressentie par les notables de province ne va pas, assez paradoxal que cela puisse paraître, sans le rehaussement de leur prestige local. Avant 1914, les villes de province avaient profité de ce qu'on appelle l'exode rural. Après la guerre, l'exode commença à les drainer elles-mêmes en direction de Paris. Dans l'atmosphère assez statique qui s'ensuivit, toute aspiration sociale se dirigeait plus que jamais vers

¹ Bettelheim, *op.cit.*, p. 94.

les représentants d'un ordre périmé: le curé, la société catholique, les vieilles familles, l'archiviste municipal ou départemental souvent issu de cette pépinière d'Action Française qu'était l'École des Chartres, le docteur ou le pharmacien qui étaient assez souvent anciens Camelots du Roi, les petits fabricants et commerçants tracassés par les bolcheviks, les monopoles et l'État. Et cette société plus ou moins «réactionnaire» dans le sens strict du mot, devenait plus importante, plus influente, par la carence des jeunes aspirés par Paris. Car, plus que jamais, la jeunesse monte à Paris tandis que les vieux, comme ceux du bourg de Monnaie en Touraine, reviennent mourir au pays;¹ ce qui intensifie encore l'atmosphère, l'influence conservatrice.

Mais ce ne sont pas seulement les villes de province qui vieillissent, c'est le pays entier. La France recule relativement dans un monde où ayant figuré pour 2,31% de la population totale en 1913, elle ne comptait plus que pour 1,97% en 1938. Elle recule aussi du point de vue de l'énergie de l'âge: la France du 19^e siècle avait été jeune, elle est allée en vieillissant. La mort était combattue plus efficacement et on mourait moins à tous âges; mais tandis que les vieux apprenaient à vouloir vivre, les jeunes apprenaient à ne pas vouloir procréer – pas trop, en tout cas. Le contrôle de la mort va de pair avec le contrôle de la vie. Au début du 19^e siècle, sur dix mille habitants, la France avait connu chaque année un excédant de 66 naissances. Cet excédant tombe à 33 pour les années 1861-65, à 11 entre 1906 et 1910, à 8 entre 1931 et 1935. Commençant en 1936 il y a chaque année plus de morts que de naissances.² Mais dès 1931, écrit Bettelheim, «la France est devenue le pays où il y a le moins de jeunes et le plus de vieillards.» Et ce sont les vieillards qui dominent, qui s'incrument, qui font sentir leur durée comme une brimade, qui épuisent l'élan premier de beaucoup de jeunes avant qu'il puisse être utile. La comparaison de la France et de la Chine se justifie ainsi autrement que par la seule gastronomie. Mais cette gérontocratie ambiante, qui encourage le conservatisme foncier du français propriétaire, du français en quête de sécurité et d'ordre, du français à la recherche de paradis artificiels se situant non pas à l'avenir (comme dans les doctrines optimistes) mais tristement au passé (comme dans les rêves des royalistes et autres traditionalistes), cette pesanteur de l'âge au pouvoir qui diminue encore psychologiquement le manque d'initiative déjà établi dans l'industrie, dans les affaires, par une tradition

¹ Ariès, *op.cit.*, p. 196.

² Pour 1936-38 le chiffre est de -5. Statistique du mouvement de la population, nouvelle série, tome XIX, Paris 1945, p. 10; Annuaire statistique, Paris 1938, p. 247; Bettelheim, *op.cit.*, pp. 3, 4-5.

économique qu'il n'y a pas lieu d'envisager ici, tout cela, qui le dénonce, qui le fait remarquer? Non pas les socialistes bon teint, les radicaux modérés ou les conservateurs camouflés sous étiquettes diverses, tous menés par des chefs assez mûrs. Et on pourrait même se demander si certaines aventures politiques, comme celles de Bergery, ou des néo-socialistes, ne sont pas nées d'un besoin d'échapper à la lenteur et l'étroitesse d'un *cursus honorum* bouché par des vieillards en place. En tout cas, ce sont les extrémistes de droite et de gauche, ennemis du régime et transfuges des grands partis qui, seuls, semblent remarquer cet embouteillage et blâmer les gens en place.

Les partis dynamiques et minoritaires sont aux extrêmes – c'est d'ailleurs toujours le cas: mais qu'est-ce qu'ils représentent, qu'est-ce qu'ils demandent? En raccourci, l'extrême-droite parle patriotisme et ordre, grandeur de la France et du franc; l'extrême-gauche parle réformes économiques et bouleversement social, plus tard aussi anti-fascisme. L'appel des premiers peut être écouté avec sympathie par un public très divers; l'appel des autres vise une classe sociale bien définie et qui, nous l'avons vu, n'augmente pas beaucoup. Il atteint aussi les campagnes, mais ce n'est pas encore là entre les deux guerres qu'il rapportera ses plus beaux succès – et quand il le fera ce sera en se modérant beaucoup, et de ton et de tactique. Hors du milieu ouvrier urbain, les communistes avancent comme Georges Dupeux le disait du parti socialiste en 1936, en se radicalisant; et cette radicalisation «se manifeste par une sensibilité plus vive à l'influence personnelle et une hétérogénéité plus grande du corps électoral.»¹

Mais tandis que l'extrême-gauche est, en général, assez limitée aux agglomérations urbaines et industrielles, l'extrême-droite ne l'est pas. Elle trouve le meilleur de ses troupes dans la petite bourgeoisie des villes et surtout de Paris, mais ne craint pas par le truchement de doctrines proprement nationales et socialistes de faire appel à un électorat qui est aussi celui de la gauche classique. Néo-Socialisme, Parti Social Français, Parti Populaire Français, sont des mouvements nationaux-socialistes, ou voudraient l'être, comme l'a voulu depuis la dernière guerre une certaine aile du R.P.F. et même de l'U.N.R. En tout cas, et attendant les résultats d'analyses plus poussées, il semble bien que les extrêmes de la droite et de la gauche, les secteurs même d'où doit venir l'impulsion du mouvement, se trouvent très différemment placés devant l'opinion. Les communistes sont dans l'ensemble désavoués, souvent combattus, même par leurs voisins de «gauche». Ils doivent recruter leurs adhérents dans un secteur assez limité. Les royalistes, proto-fascistes et autres ligueurs, bien que

¹ Dupeux, op.cit., p. 129.

souvent choquants pour des conservateurs et souvent désavoués au nom de la République pour le plus grand bien de combinaisons modérées, y trouvent pourtant plus d'amis, plus d'écouteurs qui sans accepter leurs doctrines se laissent influencer par leurs idées – et c'est le cas très net de l'Action Française, un groupement sans aucun pouvoir mais d'une très grande influence.

Il se peut que tous ces gens soient moins inquiétants du point de vue électoral pour des politiciens modérés qui craignent les communistes. Mais c'est surtout qu'ils parlent un langage que la droite bien-pensante reconnaît pour le sien, la violence en moins: ordre, hiérarchie, autorité, nation, sont des idées agréables, acceptables, qu'on peut reprendre sincèrement à son propre compte. Les communistes aussi parlent trop souvent un langage que socialistes – et parfois radicaux – reconnaissent, mais en frémissant, car ce sont là des antiennes qu'eux n'ont pas beaucoup envie de reprendre, encore moins de réaliser. En plus, tandis que les idées communistes n'ont rien pour attirer la nouvelle classe qui grandit, le petit peuple plus bourgeois souvent par aspiration que par position économique et sociale, les activistes de droite peuvent espérer à pêcher, comme Doriot, comme Déat, dans les eaux troubles d'un prolétariat dégoûté du régime, en veine parfois d'embourgeoisement, en quête assez souvent d'un mot d'ordre et d'une autorité (qui ne soient pas patronales). Autant que possible, les conservateurs tiendront ces extrémistes à l'écart du pouvoir; mais ils se feront moins de scrupule à collaborer avec eux au besoin, que les conservateurs de gauche à travailler avec les communistes. Ils seront surtout beaucoup plus influencés par leur idéologie. Tandis que le communisme rebute les socialistes, ou le socialisme rebute les radicaux, les doctrines d'extrême-droite puisées chez Maurras, chez Sorel, chez Valois, attirent, inspirent, au contraire, beaucoup de conservateurs. C'est ainsi qu'on revient au jugement clairvoyant d'André Siegfried expliquant à ses auditeurs qu'il n'y a pas un centre, qu'il ne peut y avoir une politique de centre, et qu'un politicien doit, en fin de compte, s'appuyer toujours soit sur les socialistes et les communistes, soit sur les catholiques et les royalistes.¹

Mais, dans ce cas, pourquoi ne pas l'admettre? Question de psycholo-

¹ Siegfried, loc.cit., p. 7. Rappelons pourtant que l'appui des socialistes et des communistes allait rarement de pair. Il y a aussi matière à méditer dans le jugement d'Yves Simon, *La grande crise de la République française* (Montreal 1941), p. 157, qui trouve «qu'il s'est constitué en France, pendant les dernières années de l'avant-guerre, toute une classe de personnes pour qui la chose souverainement importante n'était ni l'argent, ni l'honneur, ni le plaisir, ni Dieu, mais la haine». – Cf. aussi François Mauriac, *Mémoires Intérieures* (Paris 1959), p. 130, pour qui «l'histoire intérieure de la France se ramène à un interminable règlement de comptes».

gie politique que nous n'avons pas pue résoudre, mais à laquelle on pourrait, au terme de cette étude, fournir quelques éléments d'une discussion possible. Le mythe, d'abord, supporté par le succès apparent d'une tradition révolutionnaire et progressiste entérinée dans la plupart des manuels (comme si toutes les réformes et tous les changements étaient *ipso facto* mesures de gauche!), propagée par le corps enseignant, répétée par la presse, érigée au niveau d'une platitude et, pendant la plupart de ce temps, plus critiquée à l'improviste que soumise à des analyses et des doutes sérieuses. De là découlerait aussi le pouvoir d'une doctrine, d'une interprétation traditionnelle, donc de ce fait même acceptable aux conservateurs peu soucieux de repenser l'histoire et de troubler ainsi encore un aspect de l'ordre établi. D'ailleurs il y a toujours eu un décalage important entre la montée des faits et leur appréhension. Tout comme la montée de la bourgeoisie au 18^e siècle fut quelque temps cachée par le renouveau aristocratique, le recul de la gauche classique fut caché par le dynamisme socialiste, l'organisation communiste, et enfin par une confusion sommaire entre le concept de mouvement et la gauche, celle-ci étant créditée avec des sympathies populaires qui dépassaient la réalité.

Paresse de la pensée, carence de l'analyse historique, persistance d'interprétations classiques masquant la réalité changeante, survie de formules périmées créant une impression de continuité et même de force difficile à dissiper: ce sont là, il me semble, les causes principales de cette idée durable et agissante.

Evidemment, tout ceci prétend beaucoup moins à exposer une théorie incontestable qu'à suggérer une hypothèse. Comme Taine le savait très bien, le chercheur découvre souvent dans son champ de recherches ce qu'il s'attendait à y trouver. Les Impressionnistes nous ont montré que nous voyions les choses beaucoup moins comme elles sont que comme nous avons appris à les voir. De la même façon, nous cherchons la preuve là où nous espérons la trouver et, par conséquent, risquons de passer à coté ou de mal interpréter d'autres faits, insignifiants à première vue, hors d'un contexte qui leur donnerait un sens. L'interprétation longtemps courante d'une histoire française tendant vers la gauche a produit beaucoup de travaux utiles. Il est possible, cependant, qu'un autre point de vue servant d'hypothèse de travail apporte une contribution au moins aussi importante¹.

¹ On voudrait comprendre, par exemple, cette indigence idéologique de la gauche après 1914 qui a frappé Jacques Fauvet dans son récent livre sur *La IV^e République* (Paris 1959) mais que personne n'a encore étudié dans le cadre de l'histoire sociale. Y a-t-il une relation entre cette pauvreté idéologique et le fait que les dépenses de l'Education natio-

Dans la perspective des quelques dernières années, il ne serait pas mauvais de considérer, si ce n'était que cela, qu'on puisse interpréter l'histoire de la Troisième et de la Quatrième République en termes du mouvement vers la droite que nous n'avons fait qu'esquisser ici.

nale tenaient à peu près la même proportion du budget français en 1883 (4.63%) et en 1938 (4.66%)... et serait-ce cause ou effet? Il y aurait aussi, il me semble, des possibilités d'analyse psychologique, dans le domaine de la sémantique par exemple, pour étudier la réflexion des attitudes de droite et de gauche dans les expressions qui trouvent le plus de faveur auprès des différents partis. Ainsi, la popularité du mot «défense» – défense laïque, défense républicaine – ne me semble pas dépourvue de toute signification. Ce qui serait encore plus intéressant et très à propos, serait l'étude de l'évolution d'une mentalité réformatrice «de droite», la possibilité de tracer les liens passagers ou nécessaires entre la fonction de l'opposant, le travail du réformateur, les principes de l'humaniste, de l'individualiste ou du nationaliste, et quelque «gauche» ou «droite» avec laquelle ces personnages sont assez souvent identifiés.